

## Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| <b>INTRODUCTION GENERALE .....</b>   | <b>3</b>  |
| <b>FONDEMENT DES DIFFERENTS COMPTES D’AFFECTATION .....</b>  | <b>4</b>  |
| 1. REDEVANCE PAYEE PAR LES ORGANISMES PORTUAIRES AUTONOMES A L’AUTORITE PORTUAIRE NATIONALE .....                          | 5         |
| 2. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LA REGULATION DES MARCHES PUBLICS (CAS ARMP) .....                                   | 6         |
| 3. FONDS SPECIAL DE DEVELOPPEMENT FORESTIER.....   | 8         |
| 4. LE FONDS SEMENCIER .....  | 9         |
| 5. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LE SOUTIEN DE LA POLITIQUE CULTURELLE .....  | 10        |
| 6. COMPTE D’AFFECTATION POUR LE FINANCEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D’EAU ET D’ASSAINISSEMENT..... | 11        |
| 7. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LA MODERNISATION DE LA RECHERCHE DANS LES UNIVERSITES D’ETAT.....                    | 13        |
| 8. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS .....  | 13        |
| 9. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME.....  | 15        |
| 10. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LA PRODUCTION DES DOCUMENTS SECURISES DE TRANSPORT .....                            | 16        |
| 11. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L’ACTIVITE POSTALE .....  | 17        |
| 12. REDEVANCE D’USAGE DE LA ROUTE (FONDS ROUTIER) .....  | 18        |
| 13. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LE SOUTIEN AUX VICTIMES DES CATASTROPHES ET CALAMITES NATURELLES.....               | 20        |
| <b>MONTANTS PLAFONDS DES COMPTES SPECIAUX POUR LES ANNEES 2016, 2017 ET 2018.....</b>                                      | <b>21</b> |
| 1. REDEVANCE PAYEE PAR LES ORGANISMES PORTUAIRES AUTONOMES A L’AUTORITE PORTUAIRE NATIONALE .....                          | 25        |
| A. EXECUTION EN RECETTES.....  | 25        |
| B. EXECUTION EN DEPENSES .....   | 25        |
| 2. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LA REGULATION DES MARCHES PUBLICS...   | 27        |
| A. EXECUTION EN RECETTES.....  | 28        |
| B. EXECUTION EN DEPENSES .....   | 28        |
| 3. FONDS SPECIAL DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR FORESTIER.....  | 30        |
| A. EXECUTION EN RECETTES.....  | 31        |

|   |    |
|---|----|
| B. EXECUTION EN DEPENSES .....  | 31 |
| 4. LE FONDS SEMENCIER .....   | 33 |
| A. EXECUTION EN RECETTES.....   | 33 |
| B. EXECUTION EN DEPENSES .....  | 34 |
| 5. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LE SOUTIEN A L’ACTIVITE CULTURELLE.....   | 36 |
| A. EXECUTION EN RECETTES.....   | 36 |
| B. EXECUTION EN DEPENSES .....  | 37 |
| 6. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LE FINANCEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D’EAU ET D’ASSAINISSEMENT..... | 38 |
| A. EXECUTION EN RECETTES.....   | 38 |
| B. EXECUTION EN DEPENSES .....  | 38 |
| 7. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LA MODERNISATION DE LA RECHERCHE DANS LES UNIVERSITES D’ETAT.....                             | 40 |
| A. EXECUTION EN RECETTES.....   | 40 |
| B. EXECUTION EN DEPENSES .....  | 40 |
| 8. FONDS SPECIAL DES TELECOMMUNICATIONS .....   | 41 |
| A. EXECUTION EN RECETTES.....   | 42 |
| B. EXECUTION EN DEPENSES .....  | 42 |
| 9. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LE DISPOSITIF ET LE SOUTIEN DEL’ACTIVITE TOURISTIQUE.....                                     | 44 |
| A. EXECUTION EN RECETTES.....   | 44 |
| B. EXECUTION EN DEPENSES .....  | 45 |
| 10. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LAPRODUCTION DES DOCUMENTS SECURISES DE TRANSPORT .....                                      | 49 |
| A. EXECUTION EN RECETTES.....   | 50 |
| B. EXECUTION EN DEPENSES .....  | 50 |
| 11. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L’ACTIVITE POSTALE .....   | 51 |
| A. EXECUTION EN RECETTES.....   | 51 |
| B. EXECUTION EN DEPENSES .....  | 51 |
| 12. REDEVANCE D’USAGE DE LA ROUTE .....   | 53 |
| A. EXECUTION EN RECETTES.....   | 53 |
| B. EXECUTION EN DEPENSES .....  | 53 |
| 13. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LE SOUTIEN AUX VICTIMES DES CATASTROPHES ET CALAMITES NATURELLES.....                        | 56 |
| A. EXECUTION EN RECETTES.....   | 56 |
| B. EXECUTION EN DEPENSES .....  | 57 |
| 14. FONDS SPECIAL DES ACTVITES DE SECURITE ELECTRONIQUE .....   | 58 |
| A. EXECUTION EN RECETTES.....   | 58 |
| B. EXECUTION EN DEPENSES .....  | 58 |

## INTRODUCTION GENERALE

**Article 36 alinéa 7** de la loi N° 2007 / 006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat :

*« Le projet de loi de Finances est accompagné... d'une annexe détaillant le montant et l'utilisation des comptes spéciaux au cours des deux années précédentes, pour l'année en cours et les deux années à venir ... »*

Dérogeant au principe de la non affectation des recettes aux dépenses, la pratique des comptes d'affectation s'inscrit en droite ligne de l'orthodoxie en matière de gestion des finances publiques en ce sens qu'ils favorisent la mise en place des politiques gouvernementales dans des domaines précis.

## **FONDEMENT DES DIFFERENTS COMPTES D’AFFECTATION**

## 1. REDEVANCE PAYEE PAR LES ORGANISMES PORTUAIRES AUTONOMES A L'AUTORITE PORTUAIRE NATIONALE

Aux termes des dispositions du décret n° 99 /126 du 15 juin 1999, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Autorité Portuaire Nationale (APN) instituée par la loi n° 98 /021 du 24 décembre 1998 portant organisation du secteur portuaire, l'APN est un Etablissement Public Administratif doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

Elle assure la mise en œuvre de la politique portuaire nationale telle que définie par l'Etat. Elle est investie des prérogatives de puissance publique.

A ce titre, elle est chargée :

- de la planification du développement portuaire national ; à cet effet, elle élabore, en concertation avec les organismes portuaires autonomes, le schéma directeur du secteur portuaire qui doit tenir compte du souci de favoriser la compétitivité ;
- de l'élaboration et du contrôle de l'application des normes de sécurité et de police portuaires, selon des modalités fixées par des textes particuliers ;
- du suivi de l'application de la législation et de la réglementation en matière de protection de l'environnement portuaire ;
- du suivi des performances portuaires ;
- du suivi de la mise en œuvre du plan de réduction des coûts portuaires ;
- de la participation en tant que de besoin, aux négociations des accords à signer par le gouvernement dans le domaine portuaire ;
- de la définition du cadre des régimes de transfert et des conditions d'exercice des activités portuaires.

Dans le cadre de ses missions, l'APN tient compte des recommandations des comités consultatifs d'orientation en vue de garantir la cohérence de la planification du développement portuaire national.

### **DES RESSOURCES DE L'APN**

Les ressources de l'APN sont des deniers publics. Elles sont gérées selon les règles prévues par le régime financier de l'Etat. Ces ressources sont constituées par :

- la redevance payée par chaque organisme portuaire autonome, dont le plafond est fixé par la loi de finances, et le taux par arrêté conjoint du ministre chargé des affaires portuaires et du ministre en charge des finances, en fonction des objectifs et des besoins de l'APN ;
- les subventions éventuelles ;
- les dons et legs ;
- toute autre ressource qui pourra lui être affectée.

## **DES DEPENSES DE L'APN**

Les dépenses supportées par l'APN comprennent :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'investissement.

### **2. COMPTE D'AFFECTION SPECIALE POUR LA REGULATION DES MARCHES PUBLICS (CAS ARMP)**

Créée par Décret n°2001/048 du 23 février 2001, dans le cadre de la réforme du système des Marchés Publics, l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) est un Etablissement Public Administratif doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, placé sous la tutelle de la Présidence de la République.

Son rôle est d'améliorer l'exécution des portefeuilles des projets en aidant à traduire dans les faits, les prescriptions du Président de la République.

### **LES MISSIONS DU COMPTE D'AFFECTION SPECIALE POUR LA REGULATION DES MARCHES PUBLICS.**

L'Agence de Régulation des Marchés Publics a pour missions la régulation, le suivi et l'évaluation du système des Marchés Publics.

Elle est chargée notamment :

- de contribuer à la formation et à l'information des intervenants du système sur la réglementation et des procédures applicables dans le domaine de Marchés Publics ;
- d'élaborer et diffuser les documents-type et manuels de procédures ;
- d'assurer l'édition et la publication du journal des Marchés Publics ;
- d'apporter, en tant que de besoin, tout appui technique nécessaire aux maîtres d'ouvrages et aux commissions des Marchés Publics ;
- de veiller par des études et avis réguliers, à la saine application de la réglementation relative aux Marchés Publics et de faire toute recommandation ou proposition d'amélioration appropriée ;
- de collecter et de centraliser, en vue de la constitution d'une banque de données, la documentation et les statistiques sur l'attribution, l'exécution et le contrôle des Marchés Publics. A cet effet, l'ARMP reçoit des maîtres d'ouvrages et des commissions des marchés, copies des pièces et autres documents relatifs aux Marchés Publics, dont elle assure la bonne tenue et la conservation dans ses archives ;

- de procéder à la publication, dans le journal des Marchés Publics, des avis d'appels d'offres, des résultats des attributions, des montants et délais des marchés ;
- de recruter les observateurs et auditeurs indépendants ;
- de contribuer à la promotion d'un environnement transparent favorable au jeu de la concurrence et au développement des entreprises et des compétences nationales stables et performantes ;
- de proposer au gouvernement et aux maîtres d'ouvrages toute mesure tendant à améliorer le système de passation, d'exécution et de contrôle des Marchés Publics ;
- de participer à la mise à jour de la réglementation sur les Marchés Publics ;
- d'élaborer un référentiel d'assurance - qualité pour les agences d'exécution des Marchés Publics ;
- d'évaluer les capacités des institutions et de convenir des actions correctives et préventives pour l'amélioration de l'exécution du portefeuille ;
- de réaliser toute autre mission relative aux Marchés Publics à elle confiée par le gouvernement. L'ARMP a également été chargée d'effectuer des enquêtes et de faire conduire des audits spécifiques et autres investigations sur la passation, l'exécution et le contrôle des Marchés Publics.

Dans ce cadre, elle :

- commande à la fin de chaque exercice budgétaire un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de Marchés Publics ;
- transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées sur les dispositions réglementaires relatives aux Marchés Publics ;
- établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés sur la base des enquêtes et audits réalisés et les adresse aux autorités compétentes ;
- adresse au Président de la République, un rapport annuel sur l'efficacité et la fiabilité du système de passation, d'exécution et de contrôle des Marchés Publics. Ce rapport est assorti de toute proposition susceptible d'améliorer ledit système.

Conformément aux dispositions du Décret n° 2005/5155/PM du 30 /11/2005 fixant les modalités de fonctionnement du Compte d'Affectation Spéciale pour la régulation des Marchés Publics créé par la loi n° 2002 /014 du 30 décembre 2002 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2003, notamment en son article seizième, les ressources du CAS ARMP, dont le plafond est fixé annuellement par la loi de finances, sont constituées par :

- les frais d'acquisition des dossiers d'appel d'offres des administrations publiques, des collectivités territoriales décentralisées, des Etablissements Publics, des Entreprises du secteur public et parapublic et des projets ;

- les droits de régulation fixés à 0,5% du montant du marché ou de la lettre - commande et acquittés par le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué dès la signature du marché ou de la lettre- commande ;
- les produits des amendes et pénalités relatives aux Marchés Publics ;
- les subventions de l'Etat.

Les dépenses supportées par le CAS ARMP comprennent :

- les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'ARMP ;
- le paiement des prestations des observateurs indépendants ;
- le paiement des prestations relatives aux audits des Marchés Publics ;
- le coût des études sectorielles dans le domaine des Marchés Publics aux organismes internationaux.

### 3. FONDS SPECIAL DE DEVELOPPEMENT FORESTIER

Le Fonds Spécial de Développement Forestier est un Compte d'Affectation Spéciale créé par la loi n° 94- 01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts dont le décret d'application n° 96 – 237 – PM du 10 avril 1996 en a fixé les modalités de fonctionnement.

Le Fonds Spécial du Développement Forestier appelé le « Fonds Spécial » est un Compte d'Affectation Spéciale destiné à assurer le financement des opérations d'aménagement, de conservation et de développement durable des ressources forestières.

#### **Les ressources du fonds spécial sont constituées par :**

- Les quote –parts des recettes provenant :
  4. de la redevance forestière annuelle assise sur la superficie ;
  5. de la taxe d'abattage des produits forestiers ;
  6. de la taxe de transfert d'une concession forestière ;
  7. de la surtaxe progressive à l'exportation des produits forestiers non transformés ;
  8. du prix de vente des produits forestiers ;
  9. des amendes, transactions, dommages-intérêts, ventes aux enchères publiques ou de gré à gré des produits et objets saisis ;
- Les frais de participation des concessionnaires aux travaux d'aménagement ;
- Les recettes affectées par la loi ;
- Les subventions, contributions, dons ou legs de toute personne physique ou morale.

Les dépenses supportées par le fonds spécial comprennent :

10. les frais d'aménagement des réserves forestières non concédées en exploitation ;
11. les frais de régénération et de reboisement ;
12. les frais d'inventaire forestier ;
13. les opérations de matérialisation des limites et de création des infrastructures ;
14. les équipements requis pour la réalisation des travaux d'inventaire et d'aménagement forestier ;
15. les frais de contrôle technique et de suivi des aménagements forestiers réalisés dans les concessions ;
16. les frais de vulgarisation des techniques et des résultats des recherches sur les concessions ;
17. le coût des études sectorielles dans les domaines forestiers, notamment sur la conservation durable de la biodiversité ;
18. les frais de fonctionnement du comité du programme prévu par le décret d'application n° 96 – 237 – PM du 10 avril 1996 fixant les modalités de fonctionnement des fonds spéciaux , du comité technique des agréments et de la commission interministérielle d'attribution des titres d'exploitation forestière ;
19. les frais d'appui aux activités de l'Agence Comptable tels qu'approuvés par le Ministre des Forêts après avis du ministre en charge des finances ;
20. les frais d'audit du fonds spécial ;
21. les fonds de contrepartie aux projets lorsque de tels fonds sont fournis par l'Etat ;
22. les contributions de l'Etat aux organismes internationaux ;
23. Les remises aux agents de l'administration chargée des forêts et de toute autre administration ayant participé aux activités de répression et de recouvrement, dans la limite du produit disponible à cet effet.

#### 4. LE FONDS SEMENCIER

Le Fonds Semencier a été créé par décret n° 2005/169 du 26 mai 2005 du Président de la République, en application de la loi n° 2001/014 du 28 juillet 2001 relative à l'activité semencière.

Ce Fonds est destiné à financer :

5. les charges liées aux opérations de contrôle et de certification des semences et plants ;
6. les établissements semenciers conformes à la législation et n'exerçant qu'au Cameroun ;
7. les agriculteurs multiplicateurs locaux des semences et plants ;
8. la recherche privée ou publique en matière de science et technologie des semences.

Au terme de l'article 3 alinéa 1 du décret suscité, les ressources du fonds, arrêtées annuellement par la Loi de Finances sont constituées :

9. des redevances provenant des opérations de certification et de tests de conformité des semences ;
10. des frais d'inscription des variétés semencières au catalogue officiel ;
11. des loyers des fermes de multiplication et de diffusion du matériel végétal ;
12. des frais de délivrance des certificats d'exercice de l'activité semencière. A ce titre, elles sont soumises aux audits annuels et au contrôle des organes compétents.
13. des subventions de l'Etat ;
14. de toutes autres ressources autorisées par la loi de Finances.

## 5. COMPTE D'AFFECTION SPECIALE POUR LE SOUTIEN DE LA POLITIQUE CULTURELLE

Par décret n  2001/389 du 03 décembre 2001 du Président de la République, il a été créé un Compte d'Affectation Spéciale pour le soutien de la politique culturelle au Cameroun.

### **DES RESSOURCES DU COMPTE D'AFFECTION SPECIALE**

Les ressources du Compte d'Affectation Spéciale arrêtées annuellement par la Loi de Finances sont constituées par :

- *les redevances versées au titre de la représentation ou de la fixation du folklore ;*
- *les redevances versées au titre de l'exploitation des œuvres interprétations phonogrammes, vidéogrammes ou domaine public ;*
- *la numération pour copie privée des phonogrammes, vidéogrammes et œuvres imprimées ;*
- *toute autre ressource autorisée par la loi de finances.*

### **DES DEPENSES DU COMPTE D'AFFECTION SPECIALE**

Le Compte d'Affectation Spéciale est destiné à encourager la production littéraire et artistique camerounaise. Il permet notamment à l'Etat :

- *de subventionner la création et la diffusion des œuvres ;*
- *de concourir à l'édition ou diffusion des œuvres ;*
- *d'aider à la création ou à la modernisation des organismes de gestion collective ;*
- *de garantir les prêts consentis par les établissements de crédits ;*
- *de décerner des prix ;*

- *d'allouer des secours aux conjoints ou aux descendants des artistes décédés ;*
- *de contribuer au financement d'organisations de solidarité professionnelle.*

**6. COMPTE D'AFFECTATION POUR LE FINANCEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT**

Le Compte d'Affectation Spéciale pour le financement des projets de développement durable en matière d'eau et d'assainissement a été créé par décret n° 2001 /216 du 02 aout 2001 du Président de la République.

Ledit Compte d'Affectation Spéciale a pour objectif de garantir le financement des projets de développement durable en matière d'eau et d'assainissement, de promouvoir :

- *le développement des ressources en eau ;*
- *l'alimentation en eau potable des centres urbains, ainsi que des zones rurales ;*
- *l'assainissement des zones urbaines et rurales ;*
- *l'hydraulique agro- pastorale.*

**I- DES RESSOURCES DU COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE POUR LE FINANCEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT**

Les ressources du Compte d'Affectation Spéciale susvisé, arrêtées par la Loi de Finances proviennent essentiellement du produit :

- *de la taxe d'assainissement ;*
- *de la redevance de prélèvement des eaux ;*
- *des amendes et transactions ;*
- *des contributions de donateurs internationaux ;*
- *de toutes autres contributions volontaires ;*
- *des dons et legs.*

Ces ressources sont destinées à couvrir les dépenses relatives :

- *au développement des ressources en eau ;*
- *à l'alimentation en eau potable des centres urbains, ainsi que des zones rurales ;*
- *à l'assainissement des zones urbaines et rurales ;*
- *à l'hydraulique agro- pastorale.*



## 7. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LA MODERNISATION DE LA RECHERCHE DANS LES UNIVERSITES D’ETAT

Le Compte d’Affectation Spéciale pour la modernisation de la recherche dans les universités d’Etat a été créé par décret n° 2009/121 du 08 avril 2009 du Président de la République.

Les objectifs globaux de ce compte sont :

- *l’amélioration de la recherche dans les Universités d’Etat ;*
- *l’appui au développement (loi n° 2001/005 du 16 avril 2001 portant orientation de l’Enseignement Supérieur) ;*
- *l’amélioration des conditions de travail des enseignants chercheurs des universités d’Etat.*

Les ressources du Compte d’Affectation Spéciale pour la modernisation de la recherche dans les universités d’Etat sont arrêtées annuellement par la loi de Finances. Elles proviennent :

- *des contributions diverses de l’Etat ;*
- *des fonds issus de la coopération ;*
- *des dons et legs ;*
- *de toutes autres ressources autorisées par la Loi de Finances au profit des universités d’Etat.*

Les ressources du Compte d’Affectation Spéciale sus citées sont destinées au financement :

- *de la modernisation universitaire ;*
- *de l’encadrement et du renforcement des capacités des enseignants chercheurs ;*
- *des prestations spécifiques des enseignant- chercheurs.*

## 8. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS

Dans le cadre de la promotion et du développement du secteur des télécommunications au Cameroun, il a été créé par la loi n° 98/014 du 14 juillet 1998 régissant les télécommunications, modifiée et complétée par la loi n° 2005/008 du 29 décembre 2005 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l’exercice 2005 notamment en son article treizième, un Fonds Spécial des Télécommunications.

## **I- LES MODALITES DE GESTION DU FONDS**

Pour les modalités de gestion de ce fonds, un Compte d'Affectation Spéciale a été mis en place par décret n° 2006/268 du 04 septembre 2006 du Président de la République en vue de financer les projets au titre du service universel et du développement des télécommunications.

Le Ministre chargé des Finances délègue par arrêté ses pouvoirs d'ordonnateur des comptes hors budget au Ministre des télécommunications en vue de la gestion du compte.

## **II- LES RESSOURCES ET LES DEPENSES DU FONDS**

### **- DES RESSOURCES**

Les ressources du fonds sont constituées par :

- *les contributions annuelles des opérateurs et exploitants des réseaux de télécommunications dues au titre de la contribution au financement du développement des télécommunications et aux coûts imputables à l'obligation du service universel ;*
- *les contributions annuelles des opérateurs et exploitants des services des télécommunications, du régime des autorisations dans les conditions fixées par leurs cahiers de charge respectifs ;*
- *les produits des insertions publicitaires dans l'annuaire universel d'abonné ;*
- *les subventions de l'Etat.*
- *les contributions des collectivités territoriales décentralisées ou des associations désireuses de promouvoir le développement des télécommunications constatées en fin d'exercice et affectées à cet effet par son conseil d'administration ;*
- *les dons et legs, subventions et aides diverses ;*
- *toute autre ressource autorisée par les lois et règlements en vigueur.*

### **B- Des dépenses**

Elles ont pour objectifs de :

- *financer le service des télécommunications tel que prévu à l'article 18 de la loi n°98/011 du 11 juillet 1998 susvisée ;*
- *contribuer au financement du développement des télécommunications sur l'ensemble du territoire ;*
- *financer les prestations des services d'audits techniques, financiers et comptables.*

## 9. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME

Le Compte d’Affectation Spéciale pour la promotion du tourisme a été créé par décret n° 99/111 du 27 mai 1999 du Président de la République dans l’optique d’assurer et de garantir le développement et le soutien de l’activité touristique caractérisé par :

- *la vente de l’image du Cameroun à travers la participation aux différentes foires, expositions dans le monde entier ;*
- *la promotion du Cameroun dans les principaux marchés émetteurs de touristes ;*
- *l’amélioration de l’offre touristique camerounaise à travers les campagnes de sensibilisation, l’organisation des séminaires de renforcement des capacités des acteurs régionaux ;*
- *la promotion de la culture touristique par la création des clubs touristes dans les lycées, collèges et universités ;*
- *le financement des séminaires à vocation touristique tels que les offices communaux du tourisme pour la soutenabilité du tourisme dans les Collectivités Territoriales Décentralisées ;*
- *la promotion et le développement des nouvelles formes de tourisme telles que l’écotourisme.*

### **MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME**

#### **- DES RECETTES DU CAS**

Aux termes de l’article 2 du décret suscité, les ressources du Compte d’Affectation Spéciale proviennent essentiellement du produit :

- de la location des établissements hôteliers construits sur les capitaux publics et confiés en gérance libre à des personnes physiques ou morales, nationales ou étrangères ;
- de la concession à des personnes physiques ou morales, nationales ou étrangères ;
- des quittances de paiement des frais de dossiers constitués en vue de l’obtention d’une concession touristique ;
- de la redevance perçue lors de la délivrance des autorisations de construction et d’exploitation des établissements de tourisme, des agences de tourisme et des agréments des guides de tourisme ;
- des amendes et transactions ;
- de la quote-part des recettes provenant des droits d’accès dans les parcs nationaux et les réserves de faune et du timbre d’aéroport ;
- des dons et legs de toute origine.

## **- DES DEPENSES DU CAS**

Les dépenses du Compte d'Affectation Spéciale pour la promotion du tourisme sont constituées des dépenses de fonctionnement.

### **10. COMPTE D'AFFECTION SPECIALE POUR LA PRODUCTION DES DOCUMENTS SECURISES DE TRANSPORT**

Le Compte d'Affectation Spéciale pour la production des documents sécurisés a été créé par les dispositions de l'article treizième de la loi n° 2009/018 du 15 décembre 2009 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2010.

Cette disposition a précédé le Décret n° 2010 /1886 /PM du 02 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement du Compte d'Affectation Spéciale pour la production des documents sécurisés de transport.

#### **I- DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DU COMPTE**

Les ressources du Compte d'Affectation Spéciale pour la production des documents sécurisés de transport, dont le plafond est fixé annuellement par la Loi de Finances sont constituées par les frais de délivrance des documents ci- dessous :

##### **A - Pour le transport maritime :**

- *les certificats de jauge ;*
- *les rôles d'équipage ;*
- *les actes de camerounisation ;*
- *les permis de navigation ;*
- *les cartes de circulation ;*
- *les certificats de radiation ;*
- *les visites de sécurité ;*
- *les certificats de capacité ;*
- *les livrets professionnels maritimes ;*
- *les cartes d'identité des marins ;*
- *les autorisations provisoires ;*
- *les inscriptions provisoires;*

- *les agréments aux professions de transporteur maritime et para-maritime.*

B- Pour les transports terrestres :

- *les certificats de capacité;*
- *les permis de conduire national et international;*
- *les certificats d'immatriculation des véhicules;*
- *les cartes de transport public routier;*
- *les licences de transport;*
- *les agréments aux professions de transporteurs routiers et d'auxiliaires des transports routiers.*

Les ressources du Compte d'Affectation Spéciale prévues à l'article 3 du décret sus cité sont destinées au paiement de toutes les prestations liées à la production des documents de transport sécurisés, notamment :

- *les prestations des opérateurs concessionnaires agréés;*
- *la maîtrise d'œuvre pour la production des documents de transports sécurisés;*
- *le fonctionnement de la cellule de gestion du compte;*
- *les primes d'expertise des personnels et experts de la marine marchande intervenant dans la production des documents de transport sécurisés conformément à la réglementation en vigueur;*
- *les primes de rendement aux personnes d'appui à la production et à la collecte des recettes relevant du Ministère chargé des Transports et du ministère chargé des Finances.*

## 11. COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE POSTALE

Créé par décret n°2004/110 du 10 mai 2004 du Président de la République auprès du Ministre chargé des postes, le Compte d'Affectation Spéciale pour le développement de l'activité postale est destiné à booster le secteur postal au Cameroun.

### Des recettes du CAS

Aux termes de l'article 2 du décret sus cité, les ressources du Compte d'Affectation Spéciale pour le développement de l'activité postale proviennent essentiellement :

- des prélèvements au titre de l'exercice par les opérateurs privés des activités concédées, visées à l'article 9 de la loi n°99/002 du 07 mai 1999 régissant l'activité postale ;
- de la contribution du secteur des télécommunications au secteur postal ;
- de tout autre prélèvement sur les opérateurs publics et privés au titre du financement des missions de service public postal ;
- des contributions diverses de l'Etat ;
- des dons et legs.

### **Des dépenses du CAS**

Les dépenses du Compte d'Affectation Spéciale pour le développement de l'activité postale financées par les ressources sont :

- les opérations de développement du secteur postal ;
- les missions de service public postal ;
- la régulation de l'activité postale ;
- la formation.

## 12. REDEVANCE D'USAGE DE LA ROUTE (FONDS ROUTIER)

Le Fonds Routier est au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°99/016 22 décembre 1999 portant statut général des établissements publics administratifs et des entreprises du secteur public et parapublic, un Etablissement Public Administratif de type particulier par rapport à ses organes de gestion, à la rémunération et aux avantages de son personnel, ainsi qu'aux règles de tenue de sa comptabilité. Placé sous la tutelle financière du Ministre en charge des Finances et sous la tutelle technique du Ministre chargé des routes, il est régi par le décret n°2005/239 du 24 juin 2005 portant organisation et fixant ses modalités de fonctionnement, modifié et complété par le décret n°2012/ 173 du 29 mars 2012.

Le Fonds a pour mission d'assurer le financement des programmes de protection du patrimoine routier national, ceux de prévention et de sécurité routières, d'entretien du réseau routier d'une part, et des opérations de réhabilitation et d'aménagement des routes d'autre part.

### **MODALITES DE FONCTIONNEMENT**

#### **LA GESTION DU FONDS ROUTIER**

Le Fonds Routier est géré par deux organes, à savoir un Comité de Gestion et une Administration.

Le Comité de Gestion est chargé d'examiner toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement du Fonds. Il est composé de onze (11) membres dont cinq (5) représentants de l'Etat, un (1) représentant des Collectivités Territoriales Décentralisées et cinq (05) représentants des usagers de la route.

L'Administration du Fonds est quant à elle coiffée par un Administrateur, recruté par appel public à candidatures pour un mandat de trois ans éventuellement renouvelable deux fois. L'Administrateur est responsable de la mise en œuvre opérationnelle des actions arrêtées par le Comité de Gestion.

Le Fonds dispose pour l'accomplissement de ses missions, de deux guichets, un guichet « entretien » et un guichet « investissement », dont les ressources et les dépenses sont prévus par les décrets le régissant ainsi qu'il suit.

## **DES RESSOURCES**

Les ressources du Fonds sont constituées :

### **Pour le guichet « entretien » :**

- de la redevance d'usage de la route ;
- du droit de péage routier ou, en cas de concession du péage, de la redevance de concession ;
- des dotations budgétaires des ministères destinées à alimenter la ligne d'urgence au titre des interventions d'urgence ;
- des ressources provenant des produits financiers générés par le placement des excédents de trésorerie éventuels ;
- du produit de la taxe à l'essieu ;
- du produit de la taxe de transit ;
- du produit des amendes.

### **Pour le guichet « investissement » :**

- des dons, legs, subventions et aides diverses apportés par les partenaires financiers du Cameroun ;
- des dotations budgétaires des ministères.

## **DES DEPENSES**

Les dépenses du Fonds sont constituées :

### **Pour le guichet « entretien » :**

- des marchés de travaux d'entretien du réseau prioritaire interurbain classé exécutés par des entreprises privées, à concurrence d'un minimum de 65% du budget annuel du Fonds ;
- des autres prestations à l'entreprise visées à l'article 3 du décret sus visé, dans la proportion maximale du budget annuel du Fonds ;
- des dépenses de fonctionnement et d'équipement du Fonds dans la proportion maximale de 2,5% du budget annuel du Fonds ;
- des prestations des cabinets d'audits financier et comptable, à concurrence de 1% du budget annuel du fonds.

**Pour le guichet « Investissement » :**

- des dépenses réservées aux charges supplémentaires de fonctionnement et d'équipement induites par le fonctionnement du « guichet investissement » au maximum de 0,5% du budget annuel du guichet ;
- des prestations des cabinets d'audit technique, financier et comptable spécifiques au « guichet investissement » à concurrence d'un minimum de 0,2% du budget annuel du guichet,
- des marchés de maîtrise d'œuvre et de réalisation des travaux de réhabilitation, de renforcement, de reconstruction, d'aménagement et de suppression.

|   |
|---|
| <p><b>13. COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE POUR LE SOUTIEN AUX VICTIMES<br/>DES CATASTROPHES ET CALAMITES NATURELLES</b></p> |
|---|

Le Fonds de soutien aux victimes des catastrophes et calamités naturelles a été créé par la loi n°2012/014 du 21 décembre 2012 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2013 et est placé auprès du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation.

**MONTANTS PLAFONDS DES COMPTES SPECIAUX POUR LES ANNEES  
2016, 2017 et 2018**

Les Lois de Finances 2016, 2017 et 2018 dans leurs articles relatifs aux comptes d'affectation spéciale ont ouvert respectivement 13, 14 et 14 comptes à cet effet équilibrés en recettes et en dépenses à la somme globale respectivement de FCFA **106 700 000 000**, **107 600 000 000** et **108 600 000 000**.

De façon détaillée, ces comptes d'affectation spéciale (CAS) ainsi que leurs dotations respectives se présentent tel que détaillé dans le tableau en dessous :

(Unité : millions F.CFA)

| <b>COMPTES SPECIAUX</b> |   | <b>2016<br/>AE/CP</b> | <b>2017<br/>AE/CP</b> | <b>2018<br/>AE/CP</b> |
|-------------------------|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| 01                      | Redevance payée par les organismes portuaires autonomes à l'Autorité Portuaire Nationale                                    | 2 100                 | 2 100                 | 3 100                 |
| 02                      | Compte d'affectation spéciale pour la régulation des marchés publics  | 8 000                 | 8 000                 | 8 000                 |
| 03                      | Fonds Spécial de Développement Forestier  | 2 000                 | 2 000                 | 2 000                 |
| 04                      | Fonds Semencier   | 1 000                 | 1 000                 | 1 000                 |
| 05                      | Compte d'affectation spéciale pour le soutien de la politique culturelle  | 1 000                 | 1 000                 | 1 000                 |
| 06                      | Compte d'affectation spéciale pour le financement des projets de développement durable en matière d'eau et d'assainissement | 500                   | 500                   | 500                   |
| 07                      | Compte d'affectation spéciale pour la modernisation de la recherche dans les Universités d'Etat                             | 9 600                 | 10 500                | 10 500                |
| 08                      | Fonds spécial pour le développement des Télécommunications  | 14 000                | 14 000                | 14 000                |
| 09                      | Compte d'affectation spéciale pour le dispositif et le soutien de l'activité touristique                                    | 1 000                 | 1 000                 | 1 000                 |
| 10                      | Compte d'affectation spéciale pour la production des documents sécurisés de transport                                       | 3 500                 | 3 500                 | 3 500                 |
| 11                      | Compte d'affectation spéciale pour le développement du secteur postal   | 1 000                 | 1 000                 | 1 000                 |
| 12                      | Redevance d'Usage de la Route (Fonds Routier)   | 60 000                | 60 000                | 60 000                |
| 13                      | Fonds de soutien aux populations victimes des catastrophes et des calamités   | 2 000                 | 2 000                 | 2 000                 |
| 14                      | Fonds spécial des activités de sécurité électronique  | 1 000                 | 1 000                 | 1 000                 |
| <b>TOTAL</b>            |   | <b>106 700</b>        | <b>107 600</b>        | <b>108 600</b>        |

**REALISATION DES COMPTES SPECIAUX POUR L'ANNEE 2016**

La loi de finances 2016 en son chapitre huitième et dans ses articles onzième à vingt-quatrième a procédé à l'ouverture de 14 comptes d'affectation spéciale (CAS), équilibrés en recettes et en dépenses à la somme globale de **FCFA 106 700 000 000**.

Ces (CAS) ainsi que leurs dotations respectives se présentent tel que détaillé dans le tableau ci-après :

| N°   | Compte d'Affectation Spécial  | Dotations initiales    | Recettes               |                     | Dépenses              |                     |
|--|---|------------------------|------------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|
|  |   |                        | Réalisation            | Taux de dépassement | Exécution             | Taux de dépassement |
| 1  | Fonds de soutien aux victimes des catastrophes et calamités naturelles                                  | 2 000 000 000          | 824 680 480            | 0,00%               | 736 371 000           | 0,00%               |
| 2  | Compte d'Affectation Spéciale pour la régulation des Marchés Publics                                    | 8 000 000 000          | 7 069 773 231          | 0,00%               | 8 497 189 451         | 6,21%               |
| 3  | Compte d'Affectation Spéciale pour le soutien à la politique culturelle                                 | 1 000 000 000          | 1 000 000 000          | 0,00%               | 683 757 825           | 0,00%               |
| 4  | Compte d'Affectation Spéciale pour la modernisation de la recherche dans les universités d'Etat         | 9 600 000 000          | 10 482 432 543         | 9,19%               | 10 285 943 922        | 7,15%               |
| 5  | Compte d'Affectation Spéciale pour le soutien à l'activité touristique                                  | 1 000 000 000          | 1 144 848 219          | 14,48%              | 1 025 555 008         | 2,56%               |
| 6  | Fonds semencier   | 1 000 000 000          | 4 011 963 562          | 301,20%             | 2 142 677 664         | 114,27%             |
| 7  | Compte d'Affectation Spéciale pour le financement des projets de développement durable en matière d'eau | 500 000 000            | 239 104 176            | 0,00%               | 153 471 726           | 0,00%               |
| 8  | Fonds de Développement du Secteur Forestier   | 2 000 000 000          | 2 889 336 896          | 44,47%              | 2 456 790 261         | 22,84%              |
| 9  | Redevance d'usage de la route   | 60 000 000 000         | 60 000 000 000         | 0,00%               | 30 890 367 000        | 0,00%               |
| 10   | Compte d'Affectation Spéciale pour le développement des télécommunications                              | 14 000 000 000         | 42 097 136 850         | 200,69%             | 16 460 996 920        | 17,58%              |
| 11   | Fonds spécial des activités de sécurité électronique  | 1 000 000 000          | 618 154 627            | 0,00%               | 99 093 779            | 0,00%               |
| 12   | Compte d'Affectation Spéciale pour le développement du secteur postal                                   | 1 000 000 000          | 228 529 853            | 0,00%               | 223 519 303           | 0,00%               |
| 13   | Compte d'Affectation Spéciale pour la production des documents sécurisés                                | 3 500 000 000          | 3 208 808 269          | 0,00%               | 3 050 933 557         | 0,00%               |
| 14   | Redevance payée par les organismes portuaires autonomes à l'Autorité Portuaire Nationale                | 2 100 000 000          | 1 925 000 000          | 0,00%               | 1 871 534 503         | 0,00%               |
| <b>Total</b>   |   | <b>106 700 000 000</b> | <b>135 739 768 706</b> | <b>27,22%</b>       | <b>78 578 201 919</b> | <b>0,00%</b>        |
| <b>Ecart entre la réalisation des recettes et l'exécution des dépenses</b> |   | <b>57 161 566 787</b>  |                        |                     |                       |                     |

Au titre de l'exercice 2016, lesdits comptes ont connu des encaissements de recettes pour un montant de **135 739 768 706 FCFA** sur des prévisions totales de **FCFA 106 700 000 000 FCFA** ; soit un taux d'exécution de **127,22 %**.

Les dépenses quant à elles ont été réglées pour un montant total de **78 578 201 919 FCFA** sur un plafond total de crédits ouverts de **106 700 000 000 FCFA**, soit un taux d'exécution de **73,64%**. La différence entre les recettes totales encaissées de **135 739 768 706 FCFA** et les dépenses totales réglées de **78 578 201 919 FCFA** permet de dégager un solde excédentaire net de **57 161 566 787 FCFA**. Les taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 sont observés sur 5 (cinq) CAS en recettes et sur 6 (six) en dépenses.

La situation individuelle de chaque Compte d'Affectation Spéciale se décline tel qu'il suit :

## 1. REDEVANCE PAYEE PAR LES ORGANISMES PORTUAIRES AUTONOMES A L'AUTORITE PORTUAIRE NATIONALE

Le Compte d'Affectation Spéciale pour la redevance payée par les organismes portuaires autonomes est logé auprès de l'Autorité Portuaire Nationale (APN, Etablissement Public Administratif créé par la loi n° 98/021 du 24 décembre 1998 portant organisation du secteur portuaire et régi par le décret n° 99/126 du 15 juin 1999.

L'exécution du budget se présente comme suit :

### A. EXECUTION EN RECETTES

| Libellé  | Prévision budgétaire | Exécution            | Taux d'exécution |
|--|----------------------|----------------------|------------------|
| Redevance Portuaire  | 2 100 000 000        | 1 925 000 000        | 91,66%           |
| <b>Total</b>   | <b>2 100 000 000</b> | <b>1 925 000 000</b> | <b>91,66%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00%</b> |                      |                      |                  |

### B. EXECUTION EN DEPENSES

| Libellé  | Prévision budgétaire | Exécution            | Taux d'exécution |
|--|----------------------|----------------------|------------------|
| Suivi projets  | 2 000 000            | 1 480 000            | 74,00%           |
| Autres études diverses   | 10 000 000           | 8 850 750            | 88,51%           |
| Application code ISPS  | 1 000 000            | 880 000              | 88,00%           |
| Préparation journées maritimes et portuaire  | 150 000 000          | 140 035 000          | 93,36%           |
| Normes et implémentation   | 5 000 000            | 2 535 500            | 50,71%           |
| Suivi des activités  | 200 000 000          | 177 896 243          | 88,95%           |
| Commission service du trafic maritime  | 20 000 000           | 19 824 465           | 99,12%           |
| Comité FAL   | 2 000 000            | 1 329 000            | 66,45%           |
| Commission d'agrément RSO  | 20 000 000           | 6 050 000            | 30,25%           |
| Agencement et aménagement locaux   | 15 000 000           | 4 982 730            | 33,22%           |
| Fournisseurs   | 100 000 000          | 52 906 529           | 52,91%           |
| Services extérieurs  | 600 000 000          | 566 866 480          | 94,48%           |
| Autres services extérieurs   | 700 000 000          | 690 179 612          | 98,60%           |
| Charges financières  | 75 000 000           | 22 537 793           | 30,05%           |
| Charges exceptionnelles  | 200 000 000          | 175 180 401          | 87,59%           |
| <b>Total</b>   | <b>2 100 000 000</b> | <b>1 871 534 503</b> | <b>89,12%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00%</b> |                      |                      |                  |

Les tableaux ci-dessus révèlent un taux d'exécution en recettes de **91,66%** en diminution par rapport à 2015 où il se situait à **100,6%**. Pour ce qui est des dépenses, le taux s'élève à **89,12%** alors qu'en 2015 il était de **79,18%**.

### ACTIVITES MENEES PAR LE CAS EN 2016

Au cours de l'année 2016, l'exécution du budget-programme de l'APN lui a permis de mener plusieurs actions réparties ainsi qu'il suit :

**Programme n° 1 : Planification du développement portuaire national et suivi des projets structurants y afférents :**

- suivi des projets structurants en cours de réalisation dans le secteur portuaire au Cameroun :
  - la participation à la négociation du contrat de partenariat pour la construction et l'exploitation du terminal à hydrocarbure du port de Kribi avec le consortium SCDP/BLAZE ;
  - la participation aux travaux des comités en charge de la finalisation des contrats de concession des terminaux à conteneur et polyvalent et du remorquage au port de Kribi ;
  - la participation à la relance du projet de construction du port en eau profonde de Limbé avec notamment : la désignation de l'APN pour actualiser l'étude de faisabilité et la proposition par l'APN d'un système de gouvernance du projet de construction du port de Limbé.

**Programme n°2 : Régularisation des activités portuaires, compétitivité et sécurité/sûreté des ports camerounais :**

- sur la mise en œuvre de la délégation d'homologuer les tarifs des services portuaires :
  - l'homologation des tarifs de l'Organisme Portuaire Autonome de Kribi, des tarifs des opérateurs des terminaux à conteneur et polyvalent et les tarifs des services nautiques.
- sur l'implémentation du Code ISPS :
  - la validation provisoire du Plan de Sûreté de l'installation portuaire quai 52 ;
  - le lancement de la procédure de Renouvellement des agréments des RSO en activité et d'agrément de nouveaux RSO ;
  - la participation à la descente semestrielle des US Coast Guard au port de Douala.

**Programme n°3 : Amélioration des moyens de production et renforcement de la coopération ainsi que du cadre juridique et institutionnel de fonctionnement de l'APN :**

- sur la coopération internationale :
  - participation aux travaux des comités finances et études économiques, affaires administratives et juridiques de l'AGPAOC, couronnée par la désignation de l'APN comme Commissaire aux Comptes de l'AGPAOC et Rapporteur de la Commission affaires administratives et juridiques ;

- communication du Directeur Général de l'APN sur les perspectives de développement du secteur maritime et portuaire du Cameroun au cours des travaux du club des ports du Forum de CRANS MONTANA sur la coopération sud-sud ;
- signature d'un accord-cadre de coopération entre l'APN et l'IPER.

## PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2016

Au cours de l'année 2017, l'APN va poursuivre sa marche en vue de rendre le secteur portuaire plus dynamique, compétitif et sûr. Cet objectif qui s'inscrit en droite ligne de la stratégie de l'Etat dans le secteur est perçu comme une composante majeure de la Vision du développement du Cameroun à l'horizon 2035. En effet, les ports du Cameroun traitent un peu plus de 95% du commerce extérieur et revêtent une importance capitale pour son développement économique.

Pour ce faire, elle entreprendra les activités ci-après qui s'inscrivent dans le cadre de son projet de performance pour la période 2016-2018 :

- l'amélioration des infrastructures physiques par le suivi des projets de construction des ports en eau profonde de Limbé et de Kribi, la réhabilitation des infrastructures maritimes, fluviales et lacustres ;
- l'amélioration du cadre institutionnel et l'accroissement de l'efficacité du travail administratif ;
- le renforcement de la coopération et du partenariat avec tous les organismes et organisations nationaux et internationaux en rapport avec les questions maritimes et portuaires en vue de bénéficier de leur expertise et éventuellement d'une assistance technique.

## 2. COMPTE D'AFFECTION SPECIALE POUR LA REGULATION DES MARCHES PUBLICS

La loi n° 2015/019 du 21 décembre 2015 portant Loi de Finances de la République du Cameroun a fixé, pour l'exercice 2016, le plafond autorisé pour l'exécution du budget du CAS - ARMP à un montant de **FCFA 8 000 000 000 (huit milliards de FCFA)**.

De l'exécution des opérations du CAS, il ressort les résultats ci-après :

## A. EXECUTION EN RECETTES

| Libellé   | Prévision budgétaire  | Exécution            | Taux d'exécution |
|---|-----------------------|----------------------|------------------|
| <b>A-Recettes Affectées</b>   | <b>5 910 000 000</b>  | <b>5 432 861 664</b> | <b>91,93%</b>    |
| Subvention de l'Etat  | 1 500 000 000         | 1 500 000 000        | 100,00%          |
| Frais d'acquisition de DAO 2015   | 1 200 000 000         | 1 141 392 706        | 95,12%           |
| DR Ministères 2015  | 1 500 000 000         | 1 086 387 000        | 72,43%           |
| DR EPA&CTD 2015   | 700 000 000           | 881 828 698          | 125,98%          |
| Pénalités de retard 2015  | 1 000 000 000         | 823 253 260          | 82,33%           |
| Autres Recettes   | 10 000 000            | 0                    | 0,00%            |
| <b>B-Ressources Propres</b>   | <b>8 325 000 000</b>  | <b>1 636 911 567</b> | <b>19,66%</b>    |
| <b>Total (A+B)</b>  | <b>14 235 000 000</b> | <b>7 069 773 231</b> | <b>49,66%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00 %</b> |                       |                      |                  |

## B. EXECUTION EN DEPENSES

| Libellé   | Prévision budgétaire | Exécution          | Taux d'exécution |
|---|----------------------|--------------------|------------------|
| Brevet et recherche, logiciels                  | 55 000 000           | 7 380 139          | 13,42%           |
| Sécurisation terrain                            | 15 000 000           | 15 000 000         | 100%             |
| Agencement et aménagement des constructions     | 35 000 000           | 22 139 134         | 63,25%           |
| Matériel de bureau                              | 56 000 000           | 30 978 620         | 55,32%           |
| Mobilier de bureau                              | 80 000 000           | 18 593 555         | 23,24%           |
| Matériel des services techniques                | 75 500 000           | 49 237 180         | 65,21%           |
| Matériel informatique                           | 248 800 000          | 5 000 000          | 2,01%            |
| Autres immobilisations corporelles              | 2 000 000            | 2 000 000          | 100%             |
| Aménagement des voies et réseaux                | 350 000 000          | 34 735 728         | 9,92%            |
| Etude et recherches immobilisables              | 6 350 000            | 6 350 000          | 100%             |
| <b>Investissement</b>                           | <b>923 650 000</b>   | <b>191 414 356</b> | <b>20,72%</b>    |
| Fournitures de bureau (direction)               | 191 410 000          | 93 980 848         | 49,10%           |
| Petit matériel de bureau (direction des études) | 19 448 000           | 9 447 915          | 48,58%           |
| Consommables informatiques                      | 229 250 000          | 115 628 960        | 50,44%           |
| Frais d'impression des documents                | 133 500 000          | 23 866 915         | 17,88%           |
| Abonnement à diverses publications              | 19 250 000           | 8 492 352          | 44,12%           |
| Autres produits et petits matériels             | 445 430 000          | 369 150 743        | 82,88%           |
| Produits d'entretien                            | 23 780 000           | 22 878 059         | 96,21%           |
| Electricité                                     | 97 050 000           | 89 503 484         | 92,22%           |
| Eau   | 7 580 000            | 1 580 000          | 20,84%           |
| Carburant et lubrifiants (direction)            | 339 660 000          | 295 408 000        | 86,97%           |
| Transport de l'ordonnateur et des membres du CD | 600 000              | 0                  | 0,00%            |
| Transport pour missions au Cameroun             | 133 082 000          | 74 087 500         | 55,67%           |
| Transport pour missions à l'étranger            | 120 000 000          | 31 003 242         | 25,84%           |
| Frais de relève                                 | 30 000 000           | 2 344 117          | 7,81%            |
| Transport des assistants pour la collecte       | 98 800 000           | 90 239 031         | 91,34%           |
| Recettes indûment perçue à restituer            | 30 000 000           | 21 739 534         | 72,47%           |
| Affranchissement courrier                       | 30 000 000           | 2 997 012          | 9,99%            |
| Primes spécifiques                              | 10 000 000           | 9 939 850          | 99,40%           |
| Frais de tenues de compte                       | 13 000 000           | 6 250 835          | 48,08%           |
| Autres Charges                                  | 109 985 000          | 87 411 263         | 79,48%           |
| Primes pour travaux spéciaux (comités)          | 705 380 000          | 315 156 798        | 44,68%           |
| Frais de mission à l'intérieur                  | 564 865 000          | 355 952 000        | 63,02%           |
| Frais de mission à l'extérieur                  | 193 205 000          | 37 475 000         | 19,40%           |
| Frais de location véhicules                     | 15 800 000           | 3 500 000          | 22,15%           |
| Frais de gardiennage                            | 600 000              | 600 000            | 100,00%          |
| Loyers et charges locatives                     | 40 720 000           | 39 385 000         | 96,72%           |

| Libellé   | Prévision budgétaire  | Exécution            | Taux d'exécution |
|---|-----------------------|----------------------|------------------|
| Honoraires versés   | 186 950 000           | 13 936 250           | 7,45%            |
| Honoraires audits des marchés publics   | 430 000 000           | 0                    | 0,00%            |
| Honoraires prestation et recouvrement   | 1 372 945 000         | 573 513 112          | 41,77%           |
| Honoraires Observateurs Indépendant   | 300 000 000           | 0                    | 0,00%            |
| Frais de représentation   | 46 050 000            | 27 099 998           | 58,85%           |
| Annonces diverses   | 22 000 000            | 6 528 950            | 29,68%           |
| Fêtes et cérémonies   | 58 550 000            | 57 743 880           | 98,62%           |
| Entretien des terrains et espaces verts   | 16 510 000            | 6 509 997            | 39,43%           |
| Cotisations à l'Etat  | 5 000 000             | 3 890 633            | 77,81%           |
| Entretien bâtiment  | 45 670 000            | 5 670 000            | 12,42%           |
| Entretien ascenseurs  | 45 000 000            | 24 400 376           | 54,22%           |
| Entretien installations et climatisation  | 69 420 000            | 49 417 240           | 71,19%           |
| Entretien de matériel de transport  | 183 900 000           | 183 900 000          | 100%             |
| Entretien des autres matériels et mobiliers   | 26 840 000            | 16 721 340           | 62,30%           |
| Autres charges  | 88 000 000            | 50 531 109           | 57,42%           |
| Salaires bruts  | 3 000 000 000         | 2 839 616 371        | 94,65%           |
| Gratifications  | 220 000 000           | 219 726 367          | 99,88%           |
| Primes de rendement   | 151 975 400           | 19 707 501           | 12,97%           |
| Primes retraites, médailles   | 135 000 000           | 111 944 383          | 82,92%           |
| Cotisations à la CNPS (part patronale)  | 290 582 000           | 290 581 406          | 99,99%           |
| Dette sociale échue   | 249 450 000           | 131 117 989          | 52,56%           |
| Autres contributions patronales   | 80 000 000            | 65 991 549           | 82,49%           |
| Frais de stage et de formation  | 193 184 600           | 49 057 264           | 25,39%           |
| Frais de personnel temporaire et st   | 64 260 000            | 49 704 997           | 77,35%           |
| Dons et cadeaux   | 10 000 000            | 6 700 000            | 67%              |
| Autres charges  | 785 800 000           | 501 248 427          | 63,79%           |
| Droits de régulation  | 5 000 000             | 0                    | 0,00%            |
| Assurances  | 212 500 000           | 187 860 398          | 88,40%           |
| Autres Charges  | 653 850 000           | 483 540 214          | 73,95%           |
| Frais de la mutuelle  | 70 000 000            | 20 986 270           | 29,98%           |
| Avantages en nature PCA   | 37 200 000            | 31 577 471           | 84,89%           |
| Communiqués de presse, insertions pub   | 110 000 000           | 17 198 750           | 15,64%           |
| Indemnités des membres du Conseil d'Administration                                  | 22 500 000            | 21 067 419           | 93,63%           |
| Frais d'organisation des colloques,   | 394 760 000           | 129 166 976          | 32,72%           |
| Frais funéraires  | 10 000 000            | 1 100 000            | 11,00%           |
| Provisions de fonctionnement  | 116 058 000           | 0                    | 0,00%            |
| <b>Fonctionnement</b>   | <b>13 311 350 000</b> | <b>8 305 775 095</b> | <b>62,40%</b>    |
| <b>Total</b>  | <b>14 235 000 000</b> | <b>8 497 189 451</b> | <b>59,69%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 6,21 %</b> |                       |                      |                  |

En définitive, l'exécution des opérations en 2016, arrêtée en recettes et en dépenses à la somme de **FCFA 14 235 000 000**, démontre que les recettes ont connu un taux de recouvrement de 49,66%, en baisse par rapport à l'année 2015 où ce taux se situait à 64,01%. Les dépenses exécutées quant à elles enregistrent un taux d'exécution de 59,69%, en baisse par rapport à 2015 où il se situait à 60,16%.

Par ailleurs, l'on observe que le plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 a été dépassé de 6,21% en dépenses.

## PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2017

Dans l'optique d'améliorer la gestion budgétaire de l'Agence et de lui permettre d'atteindre ses objectifs de performance, la mise en œuvre des mesures ci-dessous énoncées est envisagée:

- 1) la budgétisation dès 2017 des droits de régulation dus par les ministères ;
- 2) l'amélioration substantielle du taux de mobilisation des Ressources ;
- 3) la maîtrise du rythme d'engagement par un encadrement rigoureux tributaire de la capacité à recouvrer ;
- 4) l'affectation de l'essentiel des Ressources au financement des missions et activités pertinentes permettant à l'ARMP de garder la performance ;
- 5) la mise en place ou l'instauration d'un cadre formel de concertation pour renforcer la synergie d'actions entre les responsables des services du MINFI placés auprès de l'ARMP et ceux de la Direction de l'Administration et des Finances (DAF) dans les domaines suivants :
  - l'identification et la mobilisation des ressources ;
  - l'élaboration et le suivi des plans de Trésorerie périodiques (mensuels et/ou trimestriels) ;
- 6) la stabilisation par le MINFI des modalités de l'exigence des CNE pour les Bons de commande administratifs afin de permettre une évaluation plus objective et réaliste des produits budgétaires et en optimiser la mobilisation ;
- 7) la conclusion d'un partenariat avec le MINFI/DGI pour un captage exhaustif des informations sur les marchés enregistrés en vue d'une facturation complète des droits de régulation afférents ;
- 8) l'engagement d'une démarche auprès du Premier Ministre, Chef du Gouvernement en vue d'obtenir le ré-assujettissement de certaines CTD autres que Yaoundé et Douala au paiement des droits de régulation.

### 3. FONDS SPECIAL DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR FORESTIER

La loi n°2013/017 du 16 décembre 2013 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2014 a fixé le plafond du FSDF à un montant s'élevant à **FCFA 2 000 000 000 (deux milliards de FCFA)**. L'exécution de cette dotation qui s'est opérée conformément au plan d'action arrêté par le comité des programmes du Fonds Spécial au titre dudit exercice se présente ainsi qu'il suit.

## A. EXECUTION EN RECETTES

| <b>Libellé</b>  | <b>Prévisions budgétaires</b> | <b>Exécution</b>     | <b>Taux d'exécution</b> |
|---|-------------------------------|----------------------|-------------------------|
| Subvention de fonctionnement versée par l'Etat                                      | 2 000 000 000                 | 2 000 000 000        | 100,00%                 |
| Report de trésorerie  | 663 294 507                   | 663 294 507          | 100,00%                 |
| Produit des prestations techniques (documents sécurisés)                            | 296 401 656                   | 221 700 000          | 74,80%                  |
| Autres produits et profits divers   | 3 000 000                     | 4 342 389            | 144,75%                 |
| <b>Total</b>  | <b>2 962 696 163</b>          | <b>2 889 336 896</b> | <b>97,52%</b>           |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 44,47%</b> |                               |                      |                         |

## B. EXECUTION EN DEPENSES

| <b>Libellé</b>   | <b>Prévisions budgétaires</b> | <b>Exécution</b> | <b>Taux d'exécution</b> |
|--|-------------------------------|------------------|-------------------------|
| <b>Investissements</b>   |                               |                  |                         |
| Etudes   | 35 000 000                    | 3 756 733        | 10,73%                  |
| Entretien des plantations  | 80 000 000                    | 60 000 000       | 75,00%                  |
| Construction des stands du MINFOF                                  | 770 000 000                   | 750 000 000      | 97,40%                  |
| Matériel de bureau   | 59 000 000                    | 38 859 913       | 65,86%                  |
| Matériel services techniques et scientifiques                      | 45 000 000                    | 24 994 756       | 55,54%                  |
| Matériel informatique  | 40 000 000                    | 34 946 067       | 87,37%                  |
| Matériel et mobilier de la bibliothèque                            | 50 000 000                    | 42 467 210       | 84,93%                  |
| <b>Fonctionnement</b>  |                               |                  |                         |
| Fournitures de bureau  | 125 700 000                   | 120 397 793      | 95,78%                  |
| Frais d'impression des documents                                   | 3 000 000                     | 2 994 000        | 99,80%                  |
| Elaboration des états de fin d'exercice                            | 7 000 000                     | 6 997 766        | 99,97%                  |
| Edition du manuel de procédure d'attribution des normes de gestion | 100 000 000                   | 0                | 0,00%                   |
| Carburant et lubrifiants   | 124 000 000                   | 97 422 900       | 78,57%                  |
| Billets d'avion  | 15 000 000                    | 0                | 0,00%                   |
| Frais de poste et télécommunication (fax courrier postal)          | 5 480 000                     | 4 480 000        | 81,75%                  |
| Mission à l'extérieur  | 20 000 000                    | 0                | 0,00%                   |
| Mission à l'intérieur  | 426 642 003                   | 422 288 000      | 98,98%                  |
| Loyer et charges locatives COMIFAC                                 | 10 500 000                    | 10 350 000       | 98,57%                  |
| Honoraires versés  | 68 700 000                    | 58 347 003       | 84,93%                  |
| Frais de réception des membres des comités                         | 73 799 811                    | 33 478 786       | 45,36%                  |
| Annonces légales   | 46 000 000                    | 25 304 055       | 55,01%                  |
| Entretien de matériel de transport                                 | 48 000 000                    | 47 219 723       | 98,37%                  |
| Indemnités de fonctionnement                                       | 13 800 000                    | 13 350 000       | 96,74%                  |

| <b>Libellé</b>   | <b>Prévisions budgétaires</b> | <b>Exécution</b>     | <b>Taux d'exécution</b> |
|--|-------------------------------|----------------------|-------------------------|
| Gratifications et remises  | 18 000 000                    | 18 000 000           | 100,00%                 |
| Frais de tenue des comptes bancaires   | 700 000                       | 166 799              | 23,83%                  |
| Autres frais financiers  | 500 000                       | 60 102               | 12,02%                  |
| Cites (autorité scientifique/ANAFOR)   | 50 000 000                    | 50 000 000           | 100,00%                 |
| OIBT   | 25 000 000                    | 0                    | 0,00%                   |
| Programme de gestion durable des ressources forestières (PSMNR)                      | 5 000 000                     | 5 000 000            | 100,00%                 |
| Programme OIBT-cites   | 10 000 000                    | 0                    | 0,00%                   |
| Indemnités des membres des comites   | 179 700 000                   | 169 252 000          | 94,19%                  |
| Autres charges   | 498 174 349                   | 405 656 655          | 81,43%                  |
| Frais de colloques et de séminaire   | 11 000 000                    | 11 000 000           | 100,00%                 |
| <b>Total</b>   | <b>2 962 696 163</b>          | <b>2 456 790 261</b> | <b>82,87%</b>           |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 22,84 %</b> |                               |                      |                         |

Le tableau ci-dessus révèle un taux d'exécution du budget en recettes de 97,52%, en nette augmentation par rapport à celui de 2015 qui était de 94,70%. Quant aux dépenses, elles enregistrent un taux d'exécution de 82,87% contre 63,04% en 2015.

L'on constate également que le plafond de FCFA 2 000 000 000 autorisé par la Loi de Finances a été dépassé de 44,47% en recettes et de 22,84% en dépenses.

## **ACTIVITES MENEES PAR LE FSDF**

Au cours de l'année 2016, le Budget du FSDF a permis de couvrir « 03 programmes » répartis en actions et décomposés en activités. La plupart desdites activités ont été réalisées, notamment :

- l'appui à la plantation des arbres forestiers dans les dix régions ;
- l'appui des GIC, associations et chefferies traditionnelles ;
- l'appui à l'entretien des plantations forestières dans les dix régions ;
- la finalisation du classement des Unités Forestières d'Aménagement ;
- le suivi du couvert forestier ;
- l'actualisation du plan d'utilisation des ressources forestières ;
- la gestion durable des mangroves ;
- l'approbation et le suivi de la mise en œuvre des plans d'aménagement ;
- la mise en œuvre de la stratégie nationale de contrôle forestier ;
- la mise en œuvre de l'APV/FLEGT ;
- le suivi du contentieux forestier ;
- le suivi du recouvrement des recettes forestières ;
- la sensibilisation à la gestion durable des ressources forestières ;
- le suivi des activités des forêts communautaires ;

- l'édition et la vulgarisation du manuel des procédures d'attribution et des normes de gestion des forêts communautaires ;
- le suivi de la mise en place et du fonctionnement de comités- paysans ;
- la vulgarisation de la brochure d'information sur les forêts communales ;
- le suivi de la mise en œuvre de l'arrêté conjoint lié à la gestion des revenus issus de l'exploitation forestière destinés aux communes et aux communautés ;
- le suivi et l'évaluation des activités de reboisement ;
- l'organisation du marché intérieur du bois ;
- la participation aux foires d'exposition nationales et internationales ;
- le renforcement des capacités techniques et matérielles des artisans ;
- le développement et la cartographie des unités de transformation du bois ;
- l'élaboration d'un plan de validation des sous- produits du bois ;
- le développement de la filière bois- énergie ;
- le développement des produits forestiers non ligneux.
- l'appui à la tenue des conférences internationales sur la gestion durable des forêts.

#### 4. LE FONDS SEMENCIER

Le Fonds Semencier a été créé par décret n° 2005/169 du 26 mai 2005 du Président de la République en application de la loi n° 2001/014 du 28 juillet 2001 relative à l'activité semencière.

La loi n° 2015/019 du 21 décembre 2015 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2016 a fixé le plafond du fonds à **1 000 000 000 F CFA (un milliard de F CFA)**.

Au terme dudit exercice, l'exécution de cette autorisation se présente comme suit :

##### A. EXECUTION EN RECETTES

| Libellé   | Prévision budgétaire | Réalisation          | Taux d'exécution |
|---|----------------------|----------------------|------------------|
| Subvention MINFI  | 1 000 000 000        | 1 500 000 000        | 150,00%          |
| Subvention MINADER  | 50 000 000           | 50 000 000           | 100,00%          |
| Autres recettes   | 3 026 316 772        | 2 461 963 562        | 81,35%           |
| <b>Total</b>  | <b>4 076 316 772</b> | <b>4 011 963 562</b> | <b>98,42%</b>    |
| Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 301,20% |                      |                      |                  |

## B. EXECUTION EN DEPENSES

Dans le cadre du fonctionnement du Fonds Semencier, deux sous programmes ont été ouverts au titre de l'exercice 2016. Le tableau ci-dessous présente les principales activités menées ainsi que leur incidence financière.

### Programme 001 : Amélioration de la productivité des filières agricoles

| Activités  | Prévision budgétaire | Exécution            | Taux d'exécution |
|--|----------------------|----------------------|------------------|
| Appui à la production des semences de pomme de terre   | 726 000 000          | 720 413 200          | 99,23%           |
| Appui à la maintenance/reconstitution des semences souches de maïs   | 24 900 000           | 19 967 965           | 80,19%           |
| Appui à la production des semences composites certifiées de base maïs  | 137 060 000          | 28 348 993           | 20,68%           |
| Appui à la production des semences hybrides de maïs  | 131 200 000          | 9 938 258            | 7,57%            |
| Appui financier à l'IRAD pour le développement des instruments de production des semences de maïs hybride                            | 100 000 000          | 0                    | 0,00%            |
| Appui à la production des semences de haricot  | 189 000 000          | 0                    | 0,00%            |
| Appui à la conservation in-situ des variétés de semences de manioc à haut rendement et résistant aux maladies                        | 43 200 000           | 0                    | 0,00%            |
| Appui financier à l'IRAD pour le développement des instruments de production des plants de bananier plantain par la culture in vitro | 254 350 000          | 0                    | 0,00%            |
| Appui à la production des plants d'arbres fruitiers (mangues et citrus)  | 200 000 000          | 4 985 250            | 2,49%            |
| Appui à la réhabilitation des fermes semencières   | 40 000 000           | 9 887 027            | 24,72%           |
| Appui à l'IRAD pour la production des noix pre-germées de palmier à huile  | 140 300 000          | 0                    | 0,00%            |
| Appui à la production des plants de palmier à huile  | 125 000 000          | 0                    | 0,00%            |
| Appui à la maintenance des semences de Guar beans  | 10 300 000           | 4 895 250            | 47,53%           |
| Appui à la création et la maintenance des parcs à bois de fruit de la passion  | 55 000 000           | 0                    | 0,00%            |
| Appui à la production des semences d'oseille de Guinée   | 46 000 000           | 0                    | 0,00%            |
| Appui à la reconstitution des semences d'arachide de souche  | 2 000 000            | 0                    | 0,00%            |
| Appui à la création et maintenance des parcs à bois patate douce à chair jaune   | 7 850 000            | 0                    | 0,00%            |
| Appui à la promotion de l'amélioration de la qualité des semences et des plants  | 349 798 348          | 246 921 823          | 70,59%           |
| Appui à la production des semences de poivre   | 77 000 000           | 0                    | 0,00%            |
| Appui à la production des semences de piment   | 30 900 000           | 0                    | 0,00%            |
| Appui à la production des semences de NIEBE  | 18 900 000           | 0                    | 0,00%            |
| Appui à la reconstitution des semences de SOJA   | 12 900 000           | 4 850 000            | 37,60%           |
| Appui à la mise en place des champs semenciers de Manioc à haut rendement  | 114 000 000          | 25 000 000           | 21,93%           |
| <b>Total</b>   | <b>2 835 658 348</b> | <b>1 075 207 766</b> | <b>37,92%</b>    |

### Programme 002 : Programme support

| Libellé  | Prévision budgétaire | Exécution            | Taux d'exécution |
|--|----------------------|----------------------|------------------|
| Appui au fonctionnement du comité de pilotage  | 30 000 000           | 1 394 033            | 4,65%            |
| Appui au fonctionnement des services de l'ordonnateur  | 254 950 000          | 189 938 444          | 74,50%           |
| Appui au fonctionnement du secrétariat technique   | 178 600 000          | 140 254 445          | 78,53%           |
| Appui au conseil national des semences et obtentions végétales                                   | 4 900 000            | 0                    | 0,00%            |
| Appui au fonctionnement du laboratoire national des semences et des coins laboratoires régionaux | 33 200 000           | 26 561 414           | 80,00%           |
| Appui aux activités de la quarantaine végétale   | 32 500 000           | 21 465 142           | 66,05%           |
| Appui au fonctionnement des services techniques de contrôle et d'inspection                      | 133 490 000          | 123 916 479          | 92,83%           |
| Appui au fonctionnement des pools d'engins   | 9 800 000            | 4 898 413            | 49,98%           |
| Appui aux services financiers  | 563 218 424          | 559 041 528          | 99,26%           |
| <b>Total</b>   | <b>1 240 658 424</b> | <b>1 067 469 898</b> | <b>86,04%</b>    |

### Récapitulatif

| Libellé  | Prévision budgétaire | Exécution            | Taux d'exécution |
|--|----------------------|----------------------|------------------|
| Programme 001 : Amélioration de la productivité des filières agricoles               | 2 835 658 348        | 1 075 207 766        | 37,92%           |
| Programme 002 : Programme support  | 1 240 658 424        | 1 067 469 898        | 86,04%           |
| <b>Total</b>   | <b>4 076 316 772</b> | <b>2 142 677 664</b> | <b>52,56%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 114,27%</b> |                      |                      |                  |

Il ressort des tableaux ci-dessus que le budget du fonds semencier exécuté en recettes à **98,42%** est en net augmentation par rapport à l'année 2015 où le taux d'exécution était de **53,84%**. Quant aux dépenses, elles ont connu un taux d'exécution de **52,56%**, en baisse comparativement à celui de l'exercice 2015 qui se chiffrait à **53,84 %**.

## **ACTIVITES DU CAS**

Les réalisations ci-après sont à mettre à l'actif du Fonds Semencier pour le compte de l'exercice 2016 :

- **Appui à la production des semences de pomme de terre**  
Le fonds financé a réalisé la production de 706 454 tonnes de semences commerciales certifiées de pomme de terre par des multiplicateurs contractualisés.
- **Appui à la maintenance des semences composites de maïs**  
Les appuis du fonds ont permis d'obtenir 8 parcelles de maintenance du matériel végétal élite de 08 variétés de maïs composite et 1260 Kg de semences souches de maïs produits et disponibles.
- **Appui à la production des semences de haricot sec**  
Les appuis financiers mandatés par le Fonds ont contribué à créer 80 hectares de champs semenciers de haricot sec pour une production de 39,3 tonnes de semences de haricot sec.
- **Appui à la production des semences de manioc à haut rendement**  
En 2016, 5 parcelles de 1 hectare chacune de parc à bois de manioc à haut rendement ont été mises en place.
- **Appui à l'endurcissement des vitro plants de bananier plantain**  
En 2016, 150 000 vitro plants de bananier plantain ont été endurcis en vue d'augmenter la disponibilité de la banane plantain.
- **Appui à la production des plants d'arbres fruitiers**  
Dans le cadre de la mise à disposition des producteurs de semences plants d'arbres fruitiers de bonne qualité afin d'amorcer la création des vergers commerciaux d'arbres fruitiers, 60 000 plants d'arbres fruitiers ont été réceptionnés et mis à la disposition du programme de développement de l'arboriculture fruitière du MINADER.
- **Réhabilitation des fermes semencières**  
Au cours de la campagne agricole 2016, le fonds a procédé à l'acquisition des consommables pour stations mobiles de traitement et de conditionnement des semences graines.
- **Appui financier à l'IRAD pour le développement des instruments de production du maïs hybride**

Le fonds a appuyé l'IRAD pour la production de 10 tonnes de lignées parentales de maïs hybrides et pour la production de 17 tonnes de semences de maïs livrées au MINADER.

▪ **Appui à la maintenance des semences de Guar beans**

Le fonds a mis en place 6 parcelles de maintenance de semences de Guar beans.

▪ **Appui à la création des parcs à bois de fruit de la passion**

Afin de vulgariser la culture du fruit de la passion, 05 hectares de parc à bois de fruit de la passion ont été mis en place à OMBE dans le Sud-Ouest.

▪ **Appui à la production des semences oseille de Guinée (foléré)**

En vue d'améliorer la production artisanale de boisson rafraichissante, 744 Kg de semences d'oseille de guinée ont été produits dans 40 hectares de champs semenciers.

▪ **Appui à la reconstitution des semences arachide de bouche**

En 2016, 50 Kg de semences de base d'arachide de bouche ont été produits.

▪ **Appui à la création des parcs à bois de patate douce à chair jaune**

Dans le but d'améliorer la disponibilité de la patate douce à chair jaune, un parc à bois de patate douce à chair jaune a été construit.

▪ **Appui à la production des noix pré germées de palmier à huile**

Le fonds semencier a accordé en 2016 un appui financier à l'IRAD pour la réhabilitation de ses champs semenciers et de son plateau technique de production des noix pré germées en vue de permettre aux planteurs de disposer du matériel végétal nécessaire pour la création de 3300 hectares de nouvelles plantations de palmier à huile.

▪ **Appui à la reconstitution des semences de soja**

En 2016, le fonds semencier a conduit la mise en place de 2 hectares de champs semenciers de soja dans le but d'augmenter la disponibilité des semences de soja.

**5. COMPTE D'AFFECTION SPECIALE POUR LE SOUTIEN A L'ACTIVITE CULTURELLE**

**A. EXECUTION EN RECETTES**

| Libellé   | Prévision budgétaire | Exécution            | Taux d'exécution |
|---|----------------------|----------------------|------------------|
| Subvention de fonctionnement versée par l'Etat                                      | 1 000 000 000        | 1 000 000 000        | 100,00%          |
| <b>Total</b>  | <b>1 000 000 000</b> | <b>1 000 000 000</b> | <b>100,00%</b>   |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00 %</b> |                      |                      |                  |

## B. EXECUTION EN DEPENSES

| Libellé   | Prévision budgétaire | Exécution          | Taux d'exécution |
|---|----------------------|--------------------|------------------|
| Développement de la Littérature et art dramatique                                   | 60 000 000           | 33 226 250         | 55,38%           |
| Financement de l'Art musical  | 100 000 000          | 51 353 000         | 51,35%           |
| Développement de l'Art audiovisuel et photographie                                  | 60 000 000           | 37 770 720         | 62,95%           |
| Développement de l'Art graphique et plastique                                       | 20 000 000           | 1 000 000          | 5,00%            |
| Organisation du FENAC   | 150 000 000          | 149 992 000        | 99,99%           |
| Appui aux festivals, manifestations et autres événements culturels nationaux        | 150 000 000          | 139 881 975        | 93,25%           |
| Subventions pour participations – événements culturels internationaux               | 100 000 000          | 70 530 860         | 70,53%           |
| Aide à la création et à la modernisation des organes de gestion collective          | 60 000 000           | 40 000 000         | 66,67%           |
| Appui aux associations culturelles  | 70 000 000           | 19 054 720         | 27,22%           |
| Organisation du Salon du livre 2016   | 80 000 000           | 80 000 000         | 100,0%           |
| Contribution au financement des festivals conventionnés                             | 60 000 000           | 12 080 300         | 20,13%           |
| Aides sociales et secours aux conjoints ou aux descendants d'artistes décédés       | 25 000 000           | 17 282 000         | 69,13%           |
| Transferts versés   | 45 000 000           | 24 434 000         | 54,30%           |
| Diverses prestations sociales   | 20 000 000           | 7 152 000          | 35,76%           |
| <b>Total</b>  | <b>1 000 000 000</b> | <b>683 757 825</b> | <b>68,38%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00 %</b> |                      |                    |                  |

Le Compte d'Affectation Spéciale pour le soutien de la politique culturelle a été exécuté en recettes pour **100%** en 2016, soit une augmentation par rapport à 2015 où il avait été de **99,5%** et en dépenses ; on note une diminution car il passe de **99,59% en 2015 à 68,38% en 2016**.

### ACTIVITES DU CAS

Les dépenses du CAS pour le Soutien de la Politique Culturelle lui ont permis de réaliser les activités ci-après :

- l'octroi des aides spontanées aux artistes pour l'intervention des œuvres et aux différentes communautés ;
- l'élaboration et la publication du fichier national des droits d'auteurs qui a permis de déterminer de façon précise l'ensemble des artistes devant bénéficier du soutien du CAS ;
- l'organisation du Salon du Livre ;
- l'organisation du FENAC à Yaoundé ;
- l'animation culturelle de la CAN Féminine ;
- l'inventaire et le symposium sur le patrimoine culturel de l'Etat ;
- la participation aux foires et activités culturelles à caractère international et national.

Sur un plan prospectif, le Ministère des Arts et de la Culture envisage réorganiser le fonctionnement du compte en explorant de nouvelles sources de recettes dans l'optique d'une meilleure utilisation des ressources du compte.

## 6. COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE POUR LE FINANCEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

La loi n° 2015/019 du 21 décembre 2015 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2016 a fixé le plafond des ressources du CAS pour le financement des projets de développement durable en matière d'eau et d'assainissement à un montant de **500 000 000 FCFA (cinq cent millions de FCFA)**.

Au terme dudit exercice, l'exécution de ce plafond autorisé par la Loi de Finances se présente ainsi qu'il suit :

### A. EXECUTION EN RECETTES

| Libellé   | Prévision budgétaire | Réalisation        | Taux d'exécution |
|---|----------------------|--------------------|------------------|
| Recettes affectées  | 500 000 000          | 239 104 176        | 47,82%           |
| <b>Total</b>  | <b>500 000 000</b>   | <b>239 104 176</b> | <b>47,82%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00 %</b> |                      |                    |                  |

### B. EXECUTION EN DEPENSES

| Libellé   | Prévision budgétaire | Exécution          | Taux d'exécution |
|---|----------------------|--------------------|------------------|
| Construction, aménagement, rénovation des réseaux d'eau, des ouvrages et installations hydrauliques, barrages et digues | 150 000 000          | 72 619 454         | 48,41%           |
| Installation et matériels des services informatiques  | 25 000 000           | 4 999 894          | 19,99%           |
| Achat de fournitures et petit entretien de bureau   | 50 000 000           | 9 988 071          | 19,98%           |
| Fournitures et prestations de service pour édition, impression et distribution des documents                            | 25 000 000           | 3 982 240          | 15,93%           |
| Carburant et lubrifiants des véhicules automobiles  | 150 000 000          | 39 519 814         | 26,35%           |
| Indemnité de missions à l'extérieur   | 75 000 000           | 22 050 000         | 29,4%            |
| Frais financiers  | 25 000 000           | 312 253            | 1,25%            |
| <b>Total</b>  | <b>500 000 000</b>   | <b>153 471 726</b> | <b>30,69%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00 %</b>                                     |                      |                    |                  |

Il ressort des tableaux ci-dessus que le taux de recouvrement des recettes en 2016 est de 47,82%, il est inférieur à celui de l'année 2015 où le taux d'exécution était de 98,26%. Quant aux dépenses, elles ont connu un taux d'exécution de 30,69%, en baisse comparativement au taux d'exécution de l'exercice 2015 qui s'élevait à 74,62%.

### ACTIVITES DU CAS EN 2016

Le total des recettes serait largement à la hausse si la totalité des recettes liquidées par la Direction Générale des Impôts étaient entièrement comptabilisées au profit du Compte d'Affectation Spéciale. Contrairement à la réglementation en vigueur, elles sont

réparties entre le CAS et d'autres entités telles que la Communauté Urbaine de Yaoundé (CUY).

De plus, il existe dans les délégations régionales des créances non recouvrées du fait d'un manque de suivi. A cela s'ajoute la mauvaise comptabilisation des recettes tant au niveau des Agents Intermédiaires de Recettes qu'au niveau des Trésoreries Générales. Il en résulte une baisse du taux d'exécution par rapport à l'exercice 2015. En plus de celles sus évoquées, d'autres raisons expliquent les faibles performances réalisées au 31 décembre 2016. Elles sont notamment relatives:

- à la mauvaise comptabilisation des recettes par la Direction Grandes Entreprises de la masse la plus importante des recettes qui est affectée au budget de l'Etat à travers l'imputation 7356 ;
- au retard qu'accusent les transferts entre les délégations régionales et le compte de dépôt 470087 à la PGT ;
- aux erreurs de comptabilisation effectuées par les agents intermédiaires des recettes souvent à l'origine des pertes de recettes au profit d'autres comptes ;

Au rang des réalisations à mettre à l'actif du CAMEE au titre de l'exercice 2016, l'on peut retenir :

- les mini adductions d'eau potable dans les localités d'Abong-Mbang dans la région de l'Est, Nio-Minta et Messamendongo dans la région du Centre ;
- les travaux d'adduction d'eau potable aux lieux-dits Nkolo II et Mimboman, les forages d'eau dans les régions du Centre, du Littoral et de l'Ouest.

## **PERSPECTIVES**

Pour améliorer la mobilisation des ressources, il est envisagé :

- une action intense de recouvrement des recettes.
- la sensibilisation des comptables du Trésor et des Impôts sur la procédure de comptabilisation des recettes du Compte d'Affectation Spéciale pour le financement des projets de développement durable en matière d'eau et d'assainissement.
- l'élaboration d'un journal annuel de projets devant guider l'action du CAMEE au titre de l'exercice 2018.

## 7. COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE POUR LA MODERNISATION DE LA RECHERCHE DANS LES UNIVERSITES D'ETAT

L'exécution de cette dotation s'est opérée conformément aux règles de gestion des finances publiques de la manière suivante :

### A. EXECUTION EN RECETTES

| Libellé  | Prévisions budgétaires | Exécution             | Taux d'exécution |
|--|------------------------|-----------------------|------------------|
| Subvention versée par l'Etat   | 10 002 015 000         | 10 002 015 000        | 100,00%          |
| Report de l'exercice précédent   | 153 585 646            | 153 585 646           | 100,00%          |
| Autres recettes  | 326 831 897            | 326 831 897           | 100,00%          |
| <b>Total</b>   | <b>10 482 432 543</b>  | <b>10 482 432 543</b> | <b>100,00%</b>   |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 9,19%</b> |                        |                       |                  |

### B. EXECUTION EN DEPENSES

| Libellé  | Prévisions budgétaires | Exécution             | Taux d'exécution |
|--|------------------------|-----------------------|------------------|
| Achat de fournitures et de petits matériels d'entretien                            | 199 138 258            | 197 928 523           | 99,39%           |
| Achat d'autres fournitures – dépenses courantes                                    | 47 812 493             | 46 575 399            | 97,41%           |
| Allocation de recherche  | 10 235 481 792         | 10 041 440 000        | 98,10%           |
| <b>Total</b>   | <b>10 482 432 543</b>  | <b>10 285 943 922</b> | <b>98,13%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 7,15%</b> |                        |                       |                  |

Il se dégage dans les tableaux ci-dessus, relatifs au Compte d'Affectation Spéciale pour la modernisation de la recherche dans les Universités d'Etat, un taux de réalisation de 100% en recettes et de 98,13% en dépenses par rapport aux prévisions budgétaires de l'exercice 2016. Ainsi, le plafond FCFA 9 600 000 000 autorisé par la Loi de Finances a été dépassé de 9,19% en recettes et 7,15% en dépenses.

### ACTIVITES MENEES PAR LE CAS

Les fonds alloués aux dépenses du CAS malgré la stagnation de son budget ont permis :

- le paiement de l'allocation financière spéciale de soutien à la modernisation de la recherche universitaire aux enseignants-chercheurs des 08 Universités d'Etat ;
- l'appui à la recherche ;
- l'appui à la publication des produits de la recherche (Ouvrages, etc.) ;
- l'actualisation du fichier numérique des enseignants-chercheurs en liaison avec les Responsables en charge de la gestion dudit dossier dans les différentes Universités

d'Etat (changement de grade, requêtes, décès, retraites, enseignants nouvellement recrutés, etc.) ;

- l'optimisation du fonctionnement du site web créé et logé à l'Institut de Gouvernance Numérique en vue de la visibilité de l'impact du Compte d'affectation spéciale au plan national et international ;
- le renforcement du plateau technique et électronique ;
- l'acquisition du matériel de bureau et consommables ;
- l'évaluation de l'impact du paiement de l'allocation financière spéciale sur la recherche universitaire.

## **PERSPECTIVES DU CAS POUR L'EXERCICE 2017**

La rétribution des dotations allouées à l'allocation financière spéciale et l'évaluation de l'impact du Compte d'affectation spéciale pour la modernisation de la recherche dans les Universités d'Etat va se poursuivre périodiquement à travers l'exécution des actions et tâches ci-après :

- le paiement de l'allocation financière spéciale de soutien pour la modernisation de la recherche aux enseignants-chercheurs des Universités d'Etat ;
- la révision de la fiche de collecte des données de recherche ;
- la consolidation des données collectées ;
- l'analyse des nouvelles données et leur mise en ligne ;
- la production de nouvelles statistiques et de nouveaux indicateurs tels que :
  - l'identification des laboratoires et groupes de recherche ;
  - l'appui financier aux laboratoires et/ou groupes de recherche
  - l'appui à la production scientifique à travers :
    - la production scientifiques et ouvrages les plus représentatifs des trois (03) dernières années;
    - l'organisation de colloques nationaux ou internationaux ;
    - les distinctions scientifiques nationales ou internationales.

## **8. FONDS SPECIAL DES TELECOMMUNICATIONS**

Le Fonds Spécial des Télécommunications (FST) est régi par le décret n° 2012/308 du 26 juin 2012, en application de la loi n° 2010/013 du 21 décembre 2010 régissant les communications électroniques au Cameroun. Sa vocation principale est le développement des télécommunications au Cameroun.

## A. EXECUTION EN RECETTES

| Libellé   | Prévision budgétaire  | Exécution             | Taux d'exécution |
|---|-----------------------|-----------------------|------------------|
| Subvention reçue  | 57 483 277 722        | 23 388 958 407        | 40,69%           |
| Autres recettes   |                       | 18 708 178 443        |                  |
| <b>Total</b>  | <b>57 483 277 722</b> | <b>42 097 136 850</b> | <b>73,23%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 200,69 %</b> |                       |                       |                  |

## B. EXECUTION EN DEPENSES

| Libellé  | Prévision budgétaire | Exécution     | Taux d'exécution |
|--|----------------------|---------------|------------------|
| Achat fournitures hors fournitures de bureau   | 121 117 112          | 111 147 076   | 91,77%           |
| Achat de fournitures de bureau et petit matériel de bureau   | 152 665 303          | 63 149 432    | 41,36%           |
| Carburant et lubrifiants   | 154 960 000          | 61 289 998    | 39,55%           |
| Achat de matériel, outillages et fournitures techniques  | 12 000 008           | 6 999 443     | 58,33%           |
| Achat de matériels informatiques et bureautiques   | 65 614 289           | 46 453 563    | 70,80%           |
| Achat de matériel d'entretien de bureau  | 15 500 000           | 11 997 186    | 77,40%           |
| Achat de mobiliers de bureau pour télécentres communautaires polyvalents et radio communautaires   | 192 480 306          | 66 785 668    | 34,70%           |
| Achat de deux pick-up /suivi programme   | 48 000 000           | 24 000 000    | 50,00%           |
| Acquisition capacités d'au moins 1Gbps pour les stades omnisports de Yaoundé et Ngueme   | 400 000 000          | 0             | 0,00%            |
| acquisition des équipements  | 1 917 585 957        | 532 787 927   | 27,78%           |
| Acquisition énergie solaire  | 146 013 196          | 11 314 657    | 7,75%            |
| acquisition des plateformes  | 283 366 143          | 0             | 0,00%            |
| Affiliation du Cameroun au Consortium ACE  | 15 500 000 000       | 0             | 0,00%            |
| Aménagement et sécurisation des locaux techniques dans les bureaux de poste et les salles de vidéoconférence et téléprésence                       | 60 000 000           | 46 998 810    | 78,33%           |
| Audit des investissements réalisés par MTN et ORANGE à Darak et à Bakassi  | 68 598 700           | 0             | 0,00%            |
| Audit privé de la gestion du FST (2009, 2010 et 2011) et (2012,2013 et 2014)   | 180 377 550          | 90 188 775    | 50,00%           |
| Branchement et raccordement au réseau ENEO de certains TCP   | 30 673 600           | 0             | 0,00%            |
| Cérémonie de lancement, d'inauguration et de réception officielle des travaux  | 89 875 320           | 19 495 557    | 21,69%           |
| Participation aux foires, communication et sensibilisation   | 23 892 640           | 8 438 249     | 35,32%           |
| Conception du site web du MINPOSTEL et développement d'un site web e-gov   | 45 000 000           | 0             | 0,00%            |
| conception et mise en place d'un système d'information statistique en vue de la production d'un annuaire statistique édition 2016                  | 276 669 000          | 166 001 400   | 60,00%           |
| Construction des boucles optiques urbaines dans certaines agglomérations   | 12 571 979 215       | 2 946 234 573 | 23,43%           |
| Construction de la liaison Kribi-Lagos par câble sous-marin en fibre optique   | 6 833 333 500        | 4 066 017 978 | 59,50%           |
| Autres constructions   | 886 823 967          | 384 615 038   | 43,37%           |
| Elaboration du cahier de charges de la base de données TECHNIPEDIA et du schéma directeur du système d'information du MINPOSTEL                    | 83 000 000           | 0             | 0,00%            |
| Entretien des équipements et du matériel des télécommunications  | 21 010 077           | 6 899 999     | 32,84%           |
| Entretien et réparation véhicules  | 67 995 467           | 20 992 685    | 30,87%           |
| Equipement des salles multimédia des délégations régionales du MINPOSTEL   | 242 553 545          | 0             | 0,00%            |
| Etudes   | 1 350 325 339        | 374 236 505   | 27,71%           |
| Formations, séminaires, stages, attribution des bourses  | 369 545 152          | 136 826 933   | 37,03%           |
| Frais de communication et de consommation de la connexion internet   | 50 023 552           | 0             | 0,00%            |
| Frais de publication des AAO, des communiqués et frais de régulation ARMP  | 20 000 000           | 19 291 110    | 96,46%           |
| Frais de réception des enseignants   | 5 814 662            | 0             | 0,00%            |
| Frais de reprographie des documents  | 5 000 000            | 2 802 375     | 56,05%           |
| Edition des contributions scientifiques  | 5 000 000            | 0             | 0,00%            |
| Frais d'édition et de distribution des documents du secrétariat technique  | 19 000 000           | 2 918 136     | 15,36%           |
| Indemnités de mission à l'intérieur  | 231 827 500          | 88 697 750    | 38,26%           |
| Indemnités de mission à l'extérieur  | 174 158 000          | 31 228 000    | 17,93%           |
| Indemnités de session des Membres du comité chargés de l'élaboration des textes du secteur des postes et télécommunications                        | 57 500 000           | 51 484 250    | 89,54%           |
| Indemnités de session des membres du comité de pilotage, du secrétariat technique et des membres des comités de suivi et de validation des projets | 805 825 000          | 490 753 750   | 60,90%           |

| Libellé   | Prévision budgétaire  | Exécution             | Taux d'exécution |
|---|-----------------------|-----------------------|------------------|
| Indemnités de session des Membres de la Commission interne de passation des marchés   | 153 000 000           | 86 276 400            | 56,39%           |
| Indemnités des déguerpis  | 80 000 000            | 0                     | 0,00%            |
| Appui à la formation  | 17 800 000            | 17 800 000            | 100%             |
| Honoraires et frais annexes liés à l'accompagnement de l'ouverture du marché de la téléphonie mobile et à la construction des points d'atterrissements                | 132 500 000           | 0                     | 0,00%            |
| Rémunération du cabinet MAAS TELECOM pour le renouvellement des conventions de concession des opérateurs de téléphonie mobile   | 4 500 000 000         | 4 500 000 000         | 100%             |
| Subvention des initiatives, gratifications et prime de rendement du personnel   | 107 190 000           | 19 996 000            | 18,65%           |
| Frais de transport à l'intérieur  | 17 761 811            | 2 755 560             | 15,51%           |
| Frais de transport à l'étranger   | 233 665 395           | 54 440 280            | 23,30%           |
| Frais financiers bancaires et de tenue du compte  | 100 000 000           | 0                     | 0,00%            |
| Maintenance des installations pour le TCP d'Abang Mink'o  | 15 000 000            | 0                     | 0,00%            |
| Maitrise d'œuvre des travaux de construction des boucles optiques urbaines  | 801 004 594           | 348 114 525           | 43,46%           |
| maîtrise d'œuvres autres constructions  | 400 000 000           | 10 399 482            | 2,60%            |
| Maitrise d'œuvre du projet National Broadband Network   | 70 000 000            | 0                     | 0,00%            |
| Maitrise d'œuvre du projet Backbone national à fibre optique phase III  | 78 098 017            | 0                     | 0,00%            |
| Maitrise d'œuvre du projet e-post   | 820 000 000           | 525 619 178           | 64,10%           |
| Maitrise d'œuvre pour la mise en place d'une solution hybride pour la desserte en internet haut débit des TCP, lycées et collèges                                     | 16 809 200            | 0                     | 0,00%            |
| Maitrise d'œuvre pour la réalisation du Réseau national des télécommunications d'Urgence  | 400 000 000           | 0                     | 0,00%            |
| Maîtrise d'œuvre raccordement par fibre optique et renforcement des réseaux   | 185 007 512           | 64 991 250            | 35,13%           |
| Organisation de la 9 <sup>ème</sup> session ordinaire de la conférence des plénipotentiaires de l'UPAP  | 214 270 000           | 201 345 000           | 93,97%           |
| Participation du Cameroun à l'ITU Telecom World et contribution auprès de l'UIT et de l'UAT   | 110 379 326           | 0                     | 0,00%            |
| Mise à niveau du matériel, du logiciel et du segment spatial du HUB Skyedge I de Zamengoé   | 75 073 943            | 0                     | 0,00%            |
| Organisation retraite en vue de la finalisation et la validation des projets de textes du secteur   | 43 000 000            | 0                     | 0,00%            |
| Païement de la bande passante (CAMPOST)   | 2 420 780             | 0                     | 0,00%            |
| Interconnexion des services du CHU de Yaoundé à la plateforme de la télémédecine du CHU du projet panafricain   | 28 195 832            | 0                     | 0,00%            |
| Raccordement par fibre optique, par liaison radio électrique de certains sites  | 1 616 018 509         | 429 517 310           | 26,58%           |
| Réfection et aménagement des salles télémédecines,  | 10 100 000            | 0                     | 0,00%            |
| Réhabilitation de la station côtière de Douala pour la couverture VHF   | 530 000 000           | 0                     | 0,00%            |
| Aménagement du bâtiment devant abriter le Centre de Formation et de Recherche en Cyber sécurité, Cyberdéfense et investigation numérique et le dispositif de sécurité | 83 511 359            | 0                     | 0,00%            |
| Travaux de connexion haut débit des administrations publiques   | 400 000 000           | 0                     | 0,00%            |
| Travaux de réalisation de couverture en réseau mobile des zones frontalières et enclavées et de couverture en réseaux de téléphonie mobile GSM des zones rurales      | 2 657 367 344         | 309 695 112           | 11,65%           |
| <b>Total</b>  | <b>57 483 277 722</b> | <b>16 460 996 920</b> | <b>28,64%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 17,58%</b>   |                       |                       |                  |

## ACTIVITES MENEES PAR LE FONDS

Les dépenses effectuées par le fonds ont permis d'effectuer :

- la construction des télécentres communautaires polyvalents ;
- l'acquisition, l'installation et la configuration de Kits hybrides et accessoires auprès des opérateurs ;
- la construction de la liaison Kribi-Lagos pour l'atterrissage du câble Main One ;
- la construction des boucles optiques urbaines;
- la construction d'un amphithéâtre de 700 places à l'ENSPT de Yaoundé ;
- le raccordement en fibre optique du stade omnisport de Yaoundé, du stade de NGUEME, de l'hôtel Mont Febe ;
- l'acquisition, l'installation et la mise en service des équipements de retransmission des matchs à Yaoundé et à Limbé ;

- l'acquisition, l'installation et la mise en service des équipements de laboratoires de l'ENSPT ;
- l'organisation de la 9<sup>ème</sup> session ordinaire de la conférence des plénipotentiaires de l'UPAP ;
- la conception et la mise en place d'un système d'information statistique en vue de la production d'un annuaire statistique des télécommunications et TIC au Cameroun ;
- le paiement de la rémunération du cabinet MAAS TELECOM, cabinet commis pour le renouvellement des conventions de concession des opérateurs de téléphonie mobile ORANGE et MTN Cameroon.

## PERSPECTIVES DU FST POUR L'ANNEE 2017

Pour l'année 2017, le FST a pour objectif d'entreprendre les actions suivantes :

- appuyer le projet d'expérimentation de la diffusion numérique ;
- réhabiliter la station côtière de Douala pour la couverture en VHF ;
- réaliser les travaux de connexion haut débit des administrations publiques ;
- assurer la couverture en réseaux de téléphonie mobile GSM des zones rurales, frontalières et enclavées ;
- mettre en place un centre de formation et de recherche en cyber sécurité, en cyber défense et en investigation numérique ;
- finaliser la conception et la mise à jour du site web du MINPOSTEL.

## 9. COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE POUR LE DISPOSITIF ET LE SOUTIEN DEL'ACTIVITE TOURISTIQUE.

Autorisé en recettes et en dépenses par la Loi de Finances 2016 pour un montant de 1 000 000 000 F CFA (un milliard de F CFA), l'exécution du budget du CAS se présente ainsi qu'il suit :

### A. EXECUTION EN RECETTES

| Libellé   | Prévision budgétaire | Exécution   | Taux d'exécution |
|---|----------------------|-------------|------------------|
| Autres recettes (report 2015)                                 | 0                    | 604 859 069 |                  |
| Redevance perçue sur les autorisations de construction        | 40 000 000           | 6 945 000   | 17,36%           |
| Quote-part des recettes provenant des droits d'accès dans les | 2 000 000            | 0           | 0,00%            |
| Quittance de paiement des frais de dossiers constitués en vue | 35 000 000           | 0           | 0,00%            |
| Concession à des personnes physiques ou morales, national     | 5 000 000            | 4 655 000   | 93,1%            |
| Location des établissements hôteliers ou de loisirs           | 20 000 000           | 24 000 000  | 120%             |
| Location immeubles bâtis ou non                               | 30 000 000           | 0           | 0,00%            |
| Autres transferts   | 10 500 000           | 3 673 150   | 34,98%           |

| Libellé  | Prévision budgétaire | Exécution            | Taux d'exécution |
|--|----------------------|----------------------|------------------|
| Pénalités de retard de paiement  | 10 000 000           | 716 000              | 7,16%            |
| Amendes pour défaut d'autorisation   | 80 000 000           | 0                    | 0,00%            |
| Amendes pour production tardive des statistiques                                     | 4 000 000            | 0                    | 0,00%            |
| Défaut d'apposition du panonceau   | 3 500 000            | 0                    | 0,00%            |
| Autres Amendes   | 10 000 000           | 0                    | 0,00%            |
| Subvention de fonctionnement   | 1 000 000 000        | 500 000 000          | 50,00%           |
| <b>Total</b>   | <b>1 250 000 000</b> | <b>1 144 848 219</b> | <b>91,59%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 14,48 %</b> |                      |                      |                  |

Le faible taux de recouvrement des recettes propres du CAS se justifie par le fait que d'importantes sources de recettes inscrites dans le décret n°99/111 du 24 mai 1999 portant création du Compte d'Affectation Spéciale à l'instar des recettes provenant des droits d'entrée dans les parcs nationaux et réserves de faunes, la quote-part des recettes provenant du timbre d'aéroport, les pénalités pour pollution et dégradation des sites touristiques qui sont recouvrées par d'autres Administrations ne sont toujours pas reversées dans le compte CAS / MINTOUL comme le prévoient les dispositions de son décret de création.

## B. EXECUTION EN DEPENSES

En matière de dépenses, quatre grands axes de dépenses soutiennent les activités du compte :

- les dépenses de promotion du tourisme ;
- les dépenses de promotion du tourisme récepteur ;
- les dépenses de promotion des loisirs sains et éducatifs ;
- la promotion des activités de loisir pour enfants, jeunes, adultes et personnes vulnérables.

De manière détaillée, l'exécution du budget CAS-MINTOUL pour l'exercice 2016 en dépenses se présente ainsi :

| Libellé   | Prévision budgétaire | Exécution  | Taux d'exécution |
|---|----------------------|------------|------------------|
| Achat de fourni de bureau   | 48 000 000           | 48 378 291 | 100,79%          |
| Achat matériel informatique et bureautique                                | 35 000 000           | 40 048 220 | 114,42%          |
| Conférences et voyages de Presse  | 9 000 000            | 5 915 000  | 65,72%           |
| Frais d'abonnement, publication et insertion publicitaire promotionnelles | 40 000 000           | 26 317 312 | 65,79%           |
| Editions, doc promotionnelles et électroniques                            | 77 000 000           | 62 580 422 | 81,27%           |
| Travaux spéciaux, préparation budget, contrôle, audit CAS                 | 12 500 000           | 8 475 000  | 67,8%            |
| Production films documentaires  | 9 000 000            | 9 000 000  | 100,00%          |
| Achat autres fournitures de service                                       | 77 000 000           | 73 813 741 | 95,86%           |
| Achat Carburant et Lubrifiants  | 20 000 000           | 19 870 720 | 99,35%           |
| Achat Billet d'Avion / Frais de Transport                                 | 15 000 000           | 9 578 428  | 63,86%           |
| Autres frais de transport (fret et bagages)                               | 400 000              | 0          | 0,00%            |
| Sessions des Commissions Techniques Nationales                            | 22 000 000           | 20 852 700 | 94,78%           |
| Frais de poste et télécommunications                                      | 20 000 000           | 19 450 000 | 97,25%           |
| Frais inscription   | 600 000              | 0          | 0,00%            |
| Frais de Mission à l'intérieur  | 10 000 000           | 4 205 000  | 42,05%           |
| Frais de Mission à l'extérieur  | 16 000 000           | 14 570 000 | 91,06%           |

| Libellé   | Prévision budgétaire | Exécution            | Taux d'exécution |
|---|----------------------|----------------------|------------------|
| Prise en charge des délégations   | 102 000 000          | 100 975 000          | 99,00%           |
| Frais de participation  | 12 000 000           | 11 214 200           | 93,45%           |
| Frais d'organisation des colonies   | 50 000 000           | 49 687 000           | 99,37            |
| Frais de session du comité  | 12 000 000           | 0                    | 0,00%            |
| Suivi et encadrement miss tourisme  | 4 000 000            | 4 000 000            | 100,00%          |
| Organisation de la cérémonie journée Mondiale du Tourisme                           | 10 000 000           | 10 000 000           | 100,00%          |
| Appui aux délégations régionales journée Mondiale du Tourisme                       | 8 000 000            | 8 000 000            | 100,00%          |
| Autres Manifestations Touristiques  | 25 000 000           | 0                    | 0,00%            |
| Partenariat et Suivi des conventions  | 14 000 000           | 12 100 000           | 86,43%           |
| Activités touristique en Europe   | 45 700 000           | 20 000 000           | 43,76%           |
| Relations Publiques   | 12 000 000           | 11 355 000           | 94,62%           |
| Activités Touristiques aux USA  | 15 000 000           | 0                    | 0,00%            |
| Organisation eductours et participation aux manifestations touristiques             | 25 000 000           | 24 999 495           | 99,99%           |
| Activités Touristiques en Asie  | 15 000 000           | 14 200 000           | 94,66%           |
| Transport interne et logistique   | 10 000 000           | 4 330 000            | 43,30%           |
| Prise en charge des agents d'accueil et d'orientation                               | 49 000 000           | 23 735 144           | 48,44%           |
| Reversement impôts et taxes   | 72 000 000           | 71 903 173           | 99,87%           |
| Organisation de session du CNT  | 26 000 000           | 25 509 496           | 98,11%           |
| Appuis financiers aux initiatives, œuvres, ONG et Promoteurs Tour.                  | 35 000 000           | 28 875 000           | 82,50%           |
| Souveraineté/ MINETAT   | 30 000 000           | 15 000 000           | 50,00%           |
| Honoraires des encadreurs et moniteurs et tenues des commissions                    | 11 500 000           | 11 070 000           | 96,26%           |
| Prise en charge des arriérés  | 108 000 000          | 107 729 731          | 99,75%           |
| Frais de participation  | 6 600 000            | 6 501 200            | 98,50%           |
| Frais de Participation (Foire FITUR Madrid)   | 13 700 000           | 13 602 500           | 99,29%           |
| Frais de Participation à la China Outbound Travel                                   | 12 500 000           | 0                    | 0,00%            |
| Frais de Participation (Top Resa)   | 27 000 000           | 26 852 400           | 99,45%           |
| Autres frais de participation à ITB Berlin  | 18 000 000           | 17 685 000           | 98,25%           |
| Frais de Participation à la foire BIT de Milan                                      | 13 000 000           | 0                    | 0,00%            |
| Frais de participation aux assises de l'OMT et l'OCI                                | 14 000 000           | 8 100 000            | 57,86%           |
| Descente de Contrôle et de Recouvrement   | 1 500 000            | 0                    | 0%               |
| Frais de participation aux Foires Nationales  | 31 000 000           | 25 700 835           | 82,91%           |
| Formations et Séminaires  | 10 000 000           | 9 375 000            | 93,75%           |
| <b>Total</b>  | <b>1 250 000 000</b> | <b>1 025 555 008</b> | <b>82,04%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 2,56 %</b> |                      |                      |                  |

Il ressort du tableau ci-dessus que le budget du CAS exécuté en recettes à 91,59% est en baisse par rapport à l'année 2015 où le taux d'exécution était de 106,89%. Quant aux dépenses, elles ont connu un taux d'exécution de 82,04%, en hausse comparativement au taux d'exécution de l'exercice 2015 qui s'élevait à 72,31%.

## PROBLEMES LIES A L'EXECUTION DU BUDGET DE 2016

L'exécution du budget du CAS-MINTOUL se heurte à divers problèmes, notamment :

- les difficultés de décaissement en espèces de la subvention de fonctionnement allouée qui entraînent des décalages entre les dates d'exécution et les dates prévisionnelles d'activités et même des annulations dans certains cas ;
- le paiement tardif des prestations effectuées par virement bancaire entraînant des chevauchements entre exercices, ce qui est à l'origine des taux élevés de certaines dépenses en fin d'exercice ;
- l'évaluation en devises (Euro) des factures d'insertions publicitaires dans les magazines étrangers pour la promotion du tourisme qui ne correspondent pas souvent aux prévisions budgétaires ;

- la tendance au retour à la procédure de gestion ordinaire du budget alors que, comme son nom l'indique, le CAS est une procédure exceptionnelle de gestion qui facilite les opérations de promotion qui se déroulent pour la plupart à l'international.

Il convient de préciser qu'en matière de recettes propres, la définition de la quote-part du MINTOUL dans la nouvelle taxe sur les nuitées inscrites dans la Loi des Finances de l'exercice 2017 devrait contribuer à relever considérablement ces recettes et à booster la promotion du tourisme.

## **ACTIVITES MENEES PAR LE CAS EN 2016**

Le budget exécuté par le CAS pour le développement et le soutien de l'activité touristique lui a permis de réaliser en 2016 un certain nombre d'activités liées à la promotion du tourisme interne, à la promotion du tourisme récepteur, à la promotion des loisirs sains et éducatifs et la promotion des activités de loisirs pour enfants, jeunes, adultes et personnes vulnérables.

### **Promotion du tourisme interne :**

La promotion du tourisme interne consiste à permettre aux Camerounais de connaître eux-mêmes leur pays et à valoriser ce patrimoine. A ce titre, plusieurs activités de promotion ont été menées, à savoir:

- la participation à la foire transfrontalière de la CEMAC à Kye ossi ;
- la participation au salon de la décentralisation et du développement local ;
- la participation à la semaine de la qualité ; salon économique et commercial NICAMEX ;
- la participation à la foire internationale pour le développement ;
- la participation au festival culturel et touristique BAKA Dream Days à MINTOM ;
- l'organisation des journées de l'entreprise du GICAM ;
- la réalisation d'un voyage de presse dans la région du Sud-ouest, d'un reportage photo dans l'Extrême nord et la réalisation du magazine « destination Cameroun » ;
- l'organisation du séminaire de recyclage et de perfectionnement des chefs de cuisine ;
- la participation à la journée mondiale de l'océan à Douala ;
- la réalisation d'un film documentaire ;
- la mise en œuvre et le suivi de la convention MINTOUL/ANOR ;
- l'organisation des réunions du comité ad hoc et de la session ordinaire du Conseil National du Tourisme ;
- la tenue de 08 sessions de la Commission Technique Nationale des établissements du tourisme ;
- les divers appuis financiers à l'organisation des activités dont les festivals MATUMBA, FESTAFOU 2016, MAYI 2016, le SIARC 2016, le Salon International du Tourisme et des Technologies Médicales, la 13<sup>ème</sup> édition du tour du Cameroun, le club tourisme de l'université de Yaoundé I, les activités

de loisirs pour enfants sourds muets, le voyage d'étude des élèves du lycée classique de Mfou, l'excursion des jeunes à NTUI, l'excursion au site d'Ebogo, le Challenge des AS ANEVA DANSE SPORT, la 18<sup>ème</sup> édition du FATEA et la 4<sup>ème</sup> édition du CCEAF.

## **2. Promotion du tourisme récepteur**

La promotion du tourisme récepteur consiste à susciter chez les étrangers, le désir de visiter et de connaître le Cameroun. Au cours de l'année 2016, elle a été réalisée à travers douze principales activités :

- la Foire ITB et au Cameroun Road Show de Berlin en Allemagne ;
- la Foire Fitur et Investour à Madrid en Espagne ;
- la Réunion de la Commission de l'OMT pour l'Afrique à Abidjan ;
- l'Euro 2016 en France ;
- le salon écotouristique de Malaga en Espagne ;
- la 1<sup>ère</sup> conférence mondiale sur le tourisme pour le développement à Beijing en Chine ;
- le 21<sup>ème</sup> Salon International du tourisme MIT de TUNIS ;
- l'Atelier d'échange et d'expertise en matière de tourisme et loisirs à Johannesburg ;
- la conférence universelle en faveur d'un tourisme pour tous à Bangkok en Thaïlande ;
- l'assemblée générale de l'OMT à Medellin en Colombie ;
- la conférence des ministres du tourisme africain de l'Union Africaine en Afrique du Sud.

## **3. Promotion des loisirs sains et éducatifs**

La promotion des loisirs sains et éducatifs a pour objectif d'offrir aux jeunes enfants et étudiants Camerounais la culture des loisirs. Les activités suivantes ont été réalisées au cours de l'année 2016 :

- les camps pilotes de vacances à Garoua et Bafoussam ;
- les centres aérés de loisirs à Mbalmayo et à Mfou ;
- les classes promenades pour jeunes enfants ;
- l'atelier d'imprégnation pour les moniteurs de vacances ;
- l'activité de loisirs en faveur des sourds muets.

## **4. Promotion des activités de loisirs pour enfants, jeunes, adultes et personnes vulnérables**

Cette action vise à offrir des loisirs à toutes les couches de population au Cameroun. Ses activités concernent essentiellement l'organisation de colonie de vacances dans les régions du Cameroun.

## **PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2017**

Pour l'année 2017, le Compte d'Affectation Spéciale vise les objectifs suivants :

- amener les établissements à se conformer à la réglementation et aux normes mondiales en matière d'hébergement et de restauration ;
- améliorer la capacité et les prestations hôtelières ;
- doter le Ministère du Tourisme et des Loisirs d'un manuel de procédures administratives ;
- vulgariser les atouts du Cameroun ;
- faire connaître le Cameroun à travers les médias et améliorer l'accueil des touristes ;
- conquérir les grands marchés de touristes internationaux ;
- amener les jeunes enfants du Cameroun à consommer les produits de loisirs de leur Pays ;
- assurer la crédibilité du Ministère du Tourisme et des Loisirs auprès de ses partenaires.

Pour y parvenir, les activités suivantes sont envisagées en plus de celles traditionnellement menées par le CAS, à savoir :

- le renforcement de la lutte contre la clandestinité ;
- la multiplication des sessions de la Commission de Classement des Etablissements de Tourisme ;
- le renforcement des capacités des acteurs du secteur du tourisme ;
- le renforcement des axes de coopération avec les acteurs du secteur du tourisme ;
- la consolidation de la présence du Cameroun sur les marchés ;
- la participation aux foires et salons touristiques internationaux ;
- l'organisation des œuvres de vacances.

## 10. COMPTE D'AFFECTION SPECIALE POUR LAPRODUCTION DES DOCUMENTS SECURISES DE TRANSPORT

La loi n° 2015/019 du 21 décembre 2015 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2016 a ouvert les crédits du Compte d'Affectation Spéciale pour la production des documents sécurisés de transport pour un montant de **FCFA 3 500 000 000 (Trois milliards cinq cent millions de FCFA)**. L'exécution de cette dotation au titre dudit exercice se présente ainsi qu'il suit :

## A. EXECUTION EN RECETTES

| Libellé   | Prévision budgétaire | Exécution            | Taux d'exécution |
|---|----------------------|----------------------|------------------|
| Documents sécurisés de transport  | 3 500 000 000        | 3 208 808 269        | 91,68%           |
| <b>Total</b>  | <b>3 500 000 000</b> | <b>3 208 808 269</b> | <b>91,68%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00 %</b> |                      |                      |                  |

## B. EXECUTION EN DEPENSES

| Libellé  | Prévision budgétaire | Exécution            | Taux d'exécution |
|--|----------------------|----------------------|------------------|
| Prestations des opérateurs concessionnaires agréés                                 | 3 318 750 000        | 2 869 748 270        | 86,47%           |
| Maîtrise d'œuvre   | 70 000 000           | 69 970 176           | 99,96 %          |
| Audits indépendants  | 26 250 000           | 26 249 310           | 99,99%           |
| Fonctionnement cellule de gestion  | 26 250 000           | 26 215 801           | 99,86%           |
| Primes des experts de la marine marchande  | 8 750 000            | 8 750 000            | 100,00%          |
| Primes de rendement pour le recouvrement   | 50 000 000           | 50 000 000           | 100,00%          |
| <b>Total</b>   | <b>3 500 000 000</b> | <b>3 050 933 557</b> | <b>87,16 %</b>   |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00%</b> |                      |                      |                  |

Les tableaux ci-dessus présentés retracent l'exécution du budget du compte d'affectation spéciale pour la production des documents de transport sécurisés. Le taux d'exécution en recettes est de 91,68 % contre 96,36 % en 2015 et 114,71 % en 2014. La campagne portant sur la conversion du permis de conduire en carton en permis sécurisé a boosté la production de ce type de documents au cours de l'exercice 2014, relevant ainsi le taux de recouvrement.

Le taux d'exécution en dépenses est de 87,16%. Il faut relever que les factures des opérateurs concessionnaires agréés (OCA) sont présentées trimestriellement. Ce taux de dépenses de 87,16% concerne le paiement des factures des premier et deuxième trimestres, soit la somme de 2 869 748 268 FCFA.

## PERSPECTIVES DU CAS EN 2017

En somme, pour équilibrer le Compte d'Affectation Spéciale pour la production des documents sécurisés de transport, il serait souhaitable de relever le plafond annuel du budget à **FCFA 5 000 000 000 (cinq milliards de FCFA)** compte tenu des montants des factures très élevés des OCA.

Pour ce faire, il y a lieu de :

- relever les montants des frais de timbres apposés sur les documents de transport sécurisés (par exemple, le montant du timbre apposé sur un permis de conduire international qui est de FCFA 10 000 pourrait passer à FCFA 50 000) ;
- réduire les coûts de production des documents sécurisés ;

- redynamiser le recouvrement à travers la sensibilisation des responsables tant régionaux que départementaux du Ministère des Finances et celui des Transports à investir rigoureusement dans la procédure de production des documents et la sécurisation des recettes affectées ;
- veiller à la mobilité des AIR dont la longévité au poste est susceptible de développer les stratégies de distraction des recettes.

## 11. COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE POSTALE

La loi n°2015/019 du 21 décembre 2015 portant Loi de Finances de la République du Cameroun a fixé, pour l'exercice 2016, le plafond du CAS pour le Développement de l'Activité Postale à un montant de **1 000 000 000 FCFA (un milliard de FCFA)**.

Au terme dudit exercice, l'exécution des opérations du CAS se présente ainsi qu'il suit :

### A. EXECUTION EN RECETTES

| Libellé   | Prévision budgétaire | Exécution          | Taux d'exécution |
|---|----------------------|--------------------|------------------|
| Droits d'entrée   | 800 000 000          | 7 000 000          | 0,88%            |
| Autres produits de prestations fournies   |                      | 2 000 000          |                  |
| Subvention reçue  | 200 000 000          | 200 000 000        | 100,00%          |
| Autres recettes   |                      | 19 529 853         |                  |
| <b>Total</b>  | <b>1 000 000 000</b> | <b>228 529 853</b> | <b>22,85%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00 %</b> |                      |                    |                  |

### B. EXECUTION EN DEPENSES

| Libellé   | Prévision budgétaire | Exécution          | Taux d'exécution |
|---|----------------------|--------------------|------------------|
| Elaboration du plan directeur des infrastructures                       | 65 000 000           | 64 991 250         | 99,99%           |
| Elaboration des codes postaux administration centrale                   | 30 000 000           | 29 025 450         | 96,75%           |
| Constitution du fichier d'adresse administration centrale               | 98 500 000           | 0                  | 0,00%            |
| Evaluation des travaux restant de l'hôtel de poste d'Obala              | 21 000 000           | 14 435 213         | 68,74%           |
| Elaboration des normes d'adressage et de codification                   | 30 000 000           | 29 067 188         | 96,89%           |
| Construction du bureau de poste d'Olembé                                | 55 000 000           | 0                  | 0,00%            |
| Mission du service public postal  | 277 500 000          | 0                  | 0,00%            |
| Développement postal  | 214 316 000          | 0                  | 0,00%            |
| Formation   | 10 000 000           | 0                  | 0,00%            |
| <b>Investissement</b>   | <b>801 316 000</b>   | <b>137 519 101</b> | <b>17,16%</b>    |
| Achat d'autres fournitures courantes de service administration centrale | 7 500 000            | 0                  | 0,00%            |
| Achat d'autres fournitures courantes de service contrat de gestion      | 4 108 000            | 4 105 778          | 99,95%           |
| Achat de carburant et lubrifiants administration centrale               | 7 500 000            | 0                  | 0,00%            |
| achat de carburant et lubrifiants appui à l'audit interne               | 2 000 000            | 0                  | 0,00%            |
| Achat de carburant et lubrifiants comptabilité matière                  | 1 500 000            | 1 500 000          | 100,00%          |
| Achat de carburant pour les véhicules automobiles commission postale    | 10 000 000           | 4 990 000          | 49,90%           |
| Achat de carburant pour les véhicules automobiles régulation postale    | 15 000 000           | 9 980 000          | 66,53%           |
| Achat de carburant pour véhicules automobiles agence comptable          | 4 000 000            | 4 000 000          | 100,00%          |
| Achat de fournitures courantes de service hors fourniture de bureau     | 1 500 000            | 1 500 000          | 100,00%          |
| Achat de fournitures et petit entretien de bureau commission postale    | 7 500 000            | 0                  | 0,00%            |

| Libellé  | Prévision budgétaire | Exécution          | Taux d'exécution |
|--|----------------------|--------------------|------------------|
| Achat de fournitures et petit entretien de bureau agence comptable             | 5 000 000            | 4 999 936          | 99,99%           |
| Achat de fournitures et petit entretien de bureau administration centrale      | 10 000 000           | 0                  | 0,00%            |
| Achat de fournitures et petit entretien de bureau comptabilité matière         | 2 000 000            | 2 000 000          | 100,00%          |
| Achat de fournitures et petit matériel entretien régulation postale            | 15 000 000           | 4 999 652          | 33,33%           |
| achat de fournitures de bureau l'audit interne                                 | 1 000 000            | 0                  | 0,00%            |
| Achat de fournitures de bureau évaluation contrat de gestion SOFREPOST         | 3 576 000            | 3 575 163          | 99,98%           |
| Achat de matériel informatique et bureautique commission postale               | 5 000 000            | 0                  | 0,00%            |
| Frais de réception commission postale  | 7 500 000            | 0                  | 0,00%            |
| Frais de réception régulation postale  | 10 000 000           | 0                  | 0,00%            |
| Indemnités de session des membres de la commission contrat de gestion          | 27 000 000           | 27 000 000         | 100,00%          |
| Indemnités de mission à l'intérieur agence comptable                           | 4 000 000            | 0                  | 0,00%            |
| Indemnités de mission à l'intérieur appui à l'audit interne                    | 12 000 000           | 5 000 000          | 41,66%           |
| Indemnités des membres de la commission postale                                | 35 000 000           | 11 350 000         | 32,43%           |
| Location salle de réunion contrat de gestion                                   | 1 000 000            | 999 673            | 99,96%           |
| <b>Fonctionnement</b>  | <b>198 684 000</b>   | <b>86 000 202</b>  | <b>43,28%</b>    |
| <b>Total</b>   | <b>1 000 000 000</b> | <b>223 519 303</b> | <b>22,35%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances = 0,00 %</b> |                      |                    |                  |

Le tableau ci-dessus révèle un taux d'exécution du budget en recettes de **22,85%**, en nette diminution par rapport à celui de 2015 qui était de **35,4%**. Quant aux dépenses, elles ont enregistré un taux d'exécution de **22,35 %** contre **35,4%** en 2015.

Le budget du Fonds de développement du secteur postal pour le compte de l'exercice 2016 qui s'inscrit dans le cadre du budget triennal 2015-2017 a été exécuté dans un contexte de finalisation de la stratégie sectorielle du domaine postal et de la poursuite des activités de la régulation postale.

## ACTIVITES REALISEES PAR LE CAS

Les dépenses effectuées ont permis :

- le contrôle des activités de l'opérateur public ;
- la réalisation des études sur site chez certains opérateurs ;
- la finalisation de la stratégie sectorielle du domaine postal ;
- la sensibilisation des opérateurs privés sur les activités de régulation.

## PERSPECTIVES

Pour l'année 2017, le Compte d'Affectation Spéciale pour le Développement Postal a pour objectif d'entreprendre les actions suivantes :

- l'extension du réseau postal et des points d'accès ;
- l'électrification du réseau postal ;
- la finalisation et l'achèvement de la mise en place du cadre réglementaire régissant le développement des activités postales ;
- l'appui au plan de redressement de la CAMPOST ;

- la mise en place d'un système d'archivage des données numériques ;
- le développement de la poste électronique.

## 12. REDEVANCE D'USAGE DE LA ROUTE

### A. EXECUTION EN RECETTES

| Libellé   | Prévision budgétaire  | Exécution             | Taux d'exécution |
|---|-----------------------|-----------------------|------------------|
| TSPP au titre de la Redevance d'Usage de la Route                                   | 60 000 000 000        | 60 000 000 000        | 100,00%          |
| <b>Total</b>  | <b>60 000 000 000</b> | <b>60 000 000 000</b> | <b>100,00%</b>   |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00 %</b> |                       |                       |                  |

### B. EXECUTION EN DEPENSES

| Libellé   | Prévision budgétaire  | Exécution             | Taux d'exécution |
|---|-----------------------|-----------------------|------------------|
| Ministère des Travaux Publics   | 47 782 634 731        | 22 444 000 000        | 46,97%           |
| Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat                                   | 7 717 365 269         | 5 672 000 000         | 73,50%           |
| Ministère des Transports  | 2 400 000 000         | 1 267 000 000         | 52,79%           |
| Fonctionnement Fonds Routier  | 2 100 000 000         | 1 507 367 000         | 71,78%           |
| <b>Total</b>  | <b>60 000 000 000</b> | <b>30 890 367 000</b> | <b>51,48%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00 %</b> |                       |                       |                  |

Il ressort des tableaux ci-dessus que l'exécution en recettes du budget du Fonds (RUR) en 2016 enregistre un taux d'exécution de **100%** soit une nette augmentation par rapport à 2015 où il se situait à **93,09%**. En ce qui concerne les dépenses, on note un taux de réalisation de **51,48%**, soit une nette diminution de 23,43% points par rapport à l'exercice 2015 où il se chiffrait à **74,85%**.

Les dépenses du MINTP en 2015 ont été exécutées à hauteur de 42,9 milliards de FCFA contre 22,44 milliards de FCFA en 2016, soit une baisse significative de 46,97%. Cette régression s'explique par l'arrivée à terme du Programme Spécial d'Urgence qui représentait en 2015 une part importante des dépenses du MINTP, soit 20,3 milliards.

Les dépenses du MINDUH quant à elles ont été exécutées en 2015 pour un montant de 4,818 milliards de FCFA contre 5,672 milliards de FCFA en 2016, soit une hausse substantielle de 18,16% par rapport à 2015, cela s'explique par la réalisation des travaux d'aménagement des voies d'accès des stades de Limbé et Yaoundé qui ont abrité la CAN féminine 2016.

Quant aux dépenses du MINT, elles ont été exécutées en 2015 à hauteur de 0,528 milliard de FCFA contre 1,267 milliard de FCFA en 2016, soit une augmentation de 153,60% justifiée par la livraison totale du matériel d'enlèvement des obstacles programmés en 2015.

Il apparaît dans le tableau ci-après que toutes les dépenses suivantes ont été exécutées dans le cadre du fonctionnement du Fonds Routier :

| Libellé  |  | Prévision budgétaire | Exécution            | Taux d'exécution |
|--|--|----------------------|----------------------|------------------|
| Services bancaires et autres charges externes  |  | 19 722 000           | 13 884 000           | 70,40%           |
| Charges de personnel   |  | 473 848 000          | 454 291 000          | 95,87%           |
| Documentation  |  | 1 980 000            | 1 234 000            | 62,32%           |
| Entretien et maintenance   |  | 45 903 000           | 44 079 000           | 96,03%           |
| Fournitures et carburant   |  | 57 160 000           | 52 721 000           | 92,23%           |
| Frais de télécommunication   |  | 39 700 000           | 35 489 000           | 89,39%           |
| Impôts et taxes  |  | 1 295 000            | 668 000              | 51,58%           |
| Indemnités du comité de gestion  |  | 192 557 000          | 153 846 000          | 79,90%           |
| Location et charges locatives  |  | 55 000 000           | 44 279 000           | 80,51%           |
| Missions et réception  |  | 5 000 000            | 5 486 000            | 109,72%          |
| Primes d'assurance   |  | 88 199 000           | 63 630 000           | 72,14%           |
| Rémunération d'intermédiaire et de conseil   |  | 23 875 000           | 15 488 000           | 64,87%           |
| Rémunération personnel extérieur   |  | 9 300 000            | 11 250 000           | 120,96%          |
| Transport  |  | 5 500 000            | 426 000              | 7,75%            |
| Imprévus   |  | 20 000 000           | 17 495 000           | 87,48%           |
| <b>Total dépenses de fonctionnement courant</b>  |  | <b>1 039 039 000</b> | <b>914 266 000</b>   | <b>87,99%</b>    |
| Audits techniques guichet investissement   |  | 101 904 000          | 0                    | 0,00%            |
| Suivi des recommandations de l'auditeur GI   |  | 7 700 000            | 1 950 000            | 25,32%           |
| Audits techniques guichet entretien  |  | 184 530 000          | 46 074 000           | 24,97%           |
| Suivi recommandations de l'auditeur GE   |  | 23 100 000           | 3 200 000            | 13,85%           |
| Audits comptables et financiers  |  | 66 489 000           | 23 800 000           | 35,8%            |
| <b>Total dépenses audits 2016</b>  |  | <b>383 723 000</b>   | <b>75 024 000</b>    | <b>19,55%</b>    |
| <b>Objectif 1 :</b><br>améliorer le reversement des ressources mobilisées par le Trésor Public au compte ouvert à la BEAC  | <b>Programme 1 :</b> consolider l'autonomie du fonds   | <b>52 904 000</b>    | <b>51 752 000</b>    | <b>97,82%</b>    |
| <b>Objectif 2 :</b><br>apporter un appui à l'amélioration du taux d'engagement des ressources programmées pour chaque ordonnateur et de rendre plus solide la chaîne de la dépense liées au suivi de l'exécution des programmes des ordonnateurs | <b>Programme 1 :</b> améliorer la consommation des ressources et assurer l'effectivité et la qualité des prestations                     | 61 288 000           | 47 737 309           | 77,89%           |
|  | <b>Programme 2 :</b> assurer l'effectivité et la qualité des interventions   | 14 760 000           | 4 363 691            | 29,56%           |
|  | <b>Total dépenses relatives Objectif 2</b>   | <b>76 048 000</b>    | <b>52 101 000</b>    | <b>68,51%</b>    |
| <b>Objectif 3 :</b><br>promouvoir la gouvernance et la performance des services  | <b>Programme 1 :</b> la communication et la diffusion de toutes les informations financières destinées aux différentes parties prenantes | 128 980 000          | 86 864 390           | 67,35%           |
|  | <b>Programme 2 :</b> développer de nouvelles fonctionnalités TOMFR   | 41 963 000           | 5 062 610            | 12,06%           |
|  | <b>Programme 3 :</b> promouvoir la performance du fonctionnement des services  | 377 343 000          | 322 297 000          | 85,41%           |
|  | <b>Total dépenses relatives Objectif 2</b>   | <b>548 286 000</b>   | <b>414 224 000</b>   | <b>75,55%</b>    |
| <b>Total dépenses liées à l'amélioration de l'exécution des programmes sus visés (MINTP, MINDUH, MINT)</b>   |  | <b>677 238 000</b>   | <b>518 077 000</b>   | <b>76,50%</b>    |
| <b>TOTAL</b>   |  | <b>2 100 000 000</b> | <b>1 507 367 000</b> | <b>71,78%</b>    |

## ACTIVITES MENEES PAR LE FONDS EN 2016

Le programme d'activités 2016 issu du plan stratégique triennal 2014-2016 en cours d'achèvement a permis de réaliser:

- les travaux d'entretien de diverses voiries urbaines ;
- les travaux et équipements d'entretien du réseau prioritaire inter urbain classé ;
- l'achèvement de plusieurs études routières ou géotechniques et contrôle des travaux ;
- la prévention et la sécurité routière ;
- l'entretien courant des installations fixes et mobiles nécessaires à la protection du domaine public routier ;
- les prestations d'audits techniques, comptables et financiers ;
- le bitumage de plusieurs routes ;
- les travaux de voiries dans les dix régions du pays ;
- les travaux de réfection de certains ouvrages d'art du réseau prioritaire sur les routes classées ;
- la protection du patrimoine routier dans les dix régions ;
- la mise en place du système d'information intégré (TOMPRO 3, TOMPORTAIL).

## DEFIS ET PERSPECTIVES DU FONDS ROUTIER

L'environnement dans lequel évolue le Fonds Routier lui impose une réflexion profonde sur ses défis et perspectives d'avenir.

### ➤ Concernant les perspectives, elles se rapportent principalement à:

- l'amélioration du rendement des recettes routières en automatisant le péage, ce qui réduirait de manière significative les déperditions de ces ressources et en augmenterait de 30% l'assiette de celles-ci ;
- l'évolution vers un Fonds de troisième génération constitue la solution la plus appropriée à la problématique du financement pérenne de l'entretien routier qui permettra d'accéder à une plus grande autonomie financière qui se fait de plus en plus ressentir et au titre de l'exercice 2016.

### ➤ Quant aux défis du Fonds, ils concernent :

- l'apurement des travaux des campagnes antérieures organisés par le Ministère des Travaux Publics. Cette opération permet de :
  - faire l'inventaire des ressources oisives ;
  - clôturer les marchés inactifs ;
  - réallouer les ressources afin de financer d'autres projets ;
- l'amélioration du taux de consommation du BIP ;

- la mise en place des travaux en régie qui doteraient les administrations et les Collectivités Territoriales Décentralisées de moyens d’actions appropriés pour accomplir certaines de leurs missions spécifiques ou urgentes ;
- la révision de la loi portant sur la protection du patrimoine routier pour plus d’efficacité dans la protection du domaine routier national.

**13. COMPTE D’AFFECTATION SPECIALE POUR LE SOUTIEN AUX VICTIMES DES CATASTROPHES ET CALAMITES NATURELLES**

Les ressources du FSVCN dont le plafond est fixé chaque année par la Loi des Finances sont exclusivement constituées de la subvention reçue de l’Etat. Il est prévu une mise à disposition d’une dotation trimestrielle de **FCFA 500 000 000 (cinq cent millions de FCFA)**.

Toutefois, en attendant la signature du décret sus évoqué, le compte a mené un certain nombre d’activités tel qu’il ressort de la situation de l’exécution du budget ci-contre.

La loi n° 2015/019 du 21 décembre 2015 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l’exercice 2016 a ouvert les crédits du Compte d’Affectation Spéciale dénommé Fonds de soutien aux victimes des catastrophes et calamités naturelles pour un montant s’élevant à **2 000 000 000 FCFA (deux milliards de FCFA)**.

L’exécution de cette dotation au titre dudit exercice se présente ainsi qu’il suit :

**A. EXECUTION EN RECETTES**

| <b>Libellé</b>  | <b>Prévision initiale</b> | <b>Exécution</b>   | <b>Taux d’exécution</b> |
|---|---------------------------|--------------------|-------------------------|
| Report 2015   |                           | 134 680 480        |                         |
| Subvention reçue de l’Etat en 2016  | 2 000 000 000             | 690 000 000        | 34,5%                   |
| <b>Total</b>  | <b>2 000 000 000</b>      | <b>824 680 480</b> | <b>41,23%</b>           |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00 %</b> |                           |                    |                         |

## B. EXECUTION EN DEPENSES

| <b>Libellé</b>  | <b>Prévision initiale</b> | <b>Exécution</b>   | <b>Taux d'exécution</b> |
|---|---------------------------|--------------------|-------------------------|
| Incidents du 18 février à Bangolan  | 40 000 000                | 5 565 000          | 13,91%                  |
| Enlèvement et équipement de la protection civile                                    | 100 000 000               | 14 500 000         | 14,50%                  |
| Activités des réfugiés  | 350 000 000               | 162 810 730        | 46,52%                  |
| Acquisitions des denrées pour les réfugiés  | 750 000 000               | 328 400 270        | 43,79%                  |
| Inondations à Dabanga   | 250 000 000               | 20 000 000         | 8,00%                   |
| Catastrophe de Manyai   | 160 000 000               | 39 520 000         | 24,7%                   |
| Commission ad hoc   | 350 000 000               | 165 575 000        | 47,31%                  |
| <b>Total</b>  | <b>2 000 000 000</b>      | <b>736 371 000</b> | <b>36,82%</b>           |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00 %</b> |                           |                    |                         |

Il ressort des tableaux ci-dessus que la dotation dudit fonds au titre de l'exercice 2016 a été exécutée en recettes à la somme de **824 680 480 FCFA**, soit un taux de 41,23% contrairement à l'exercice 2015 où il se situait à 100%. L'exécution du budget en dépenses quant à elle a connu une importante hausse en passant de **198 520 000 FCFA** en 2015 à **736 371 000 FCFA** en 2016.

### ACTIVITES MENEES PAR LE FONDS EN 2016

La dotation au Fonds de soutien aux victimes des catastrophes et calamités naturelles a permis de venir en aide aux déplacés et réfugiés de guerre et aux personnes victimes de catastrophes naturelles. Au rang de ces activités, il est notamment cité :

- la prise en charge des dépenses induites par les incidents du 19 Février 2016 à Bangolan d'un montant de 5 565 000 FCFA ;
- la prise en charge de l'enlèvement et acheminement des équipements de la protection civile destinés aux populations du Centre, Est, Adamaoua, Nord, Extrême-Nord et Nord-Ouest d'un montant de 14 500 000 FCFA ;
- la prise en charge des activités concernant les réfugiés au Cameroun d'un montant de 162 810 730 FCFA ;
- la prise en charge de l'acquisition des denrées au profit des réfugiés et déplacés des régions de l'Est et l'Extrême Nord pour un montant de 328 400 270 FCFA ;
- la prise en charge des victimes des inondations à Dabanga, arrondissement de Logone et Chari pour un montant de 20 000 000 FCFA ;
- la prise en charge de la gestion des opérations et d'enlèvements précoces des catastrophes survenues à Manyai pour un montant de 39 520 000 FCFA ;

- la prise en charge des aides et secours de la commission ad hoc au titre des exercices 2015 et 2016 pour 165 575 000 FCFA.

La hausse des dépenses au titre de l'exercice 2016 s'explique par le caractère imprévisible des opérations à financer par ce fonds, car il s'agit ici des événements qu'on ne peut prévoir de façon exacte. Par ailleurs, la mise en place par le MINATD de la commission d'attribution des aides et secours est de nature à élever ce taux d'exécution.

## PERSPECTIVES DU FONDS EN 2016

La mise sur pied de textes réglementaires fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du CAS constitue une des perspectives principales du CAS pour l'exercice 2016. Celle-ci permettra un suivi efficace et une grande lisibilité de ses activités.

### 14. FONDS SPECIAL DES ACTIVITES DE SECURITE ELECTRONIQUE

La loi n° 2015/019 du 21 décembre 2015 portant Loi de Finances de la République du Cameroun a fixé pour l'exercice 2016 le plafond du CAS FSE à un montant de **FCFA 1 000 000 000 (un milliard de FCFA)**. De l'exécution des opérations du CAS FSE, il ressort les résultats ci-après :

#### A. EXECUTION EN RECETTES

| Libellé  | Prévision budgétaire | Exécution          | Taux d'exécution |
|--|----------------------|--------------------|------------------|
| Report 2015  | 617 885 001          | 617 885 001        | 100,00%          |
| Autres produits et profits divers budget 2016                                      | 578 000 000          | 269 626            | 0,047%           |
| <b>Total</b>   | <b>1 195 885 001</b> | <b>618 154 627</b> | <b>51,69%</b>    |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00%</b> |                      |                    |                  |

#### B. EXECUTION EN DEPENSES

| Libellé   | Prévision Budgétaire | Exécution | Taux d'exécution |
|---|----------------------|-----------|------------------|
| Production et traduction du document cadre                                    | 6 475 000            | 0         | 0,00%            |
| Etudes  | 326 235 000          | 0         | 0,00%            |
| Audit du fonds pour les exercices 2013, 2014 et 2015                          | 30 000 000           | 0         | 0,00%            |
| Acquisition et installation du module OCSP                                    | 250 000 000          | 0         | 0,00%            |
| Achat des équipements pour la réhabilitation de la Public Key Infrastructure  | 41 000 000           | 0         | 0,00%            |
| Installation et configuration d'une PKI version 2012                          | 7 000 000            | 0         | 0,00%            |
| Acquisition des équipements informatiques                                     | 184 312 000          | 0         | 0,00%            |
| Achat mobiliers de bureau (tables d'ordinateurs, armoires, table blancs etc.) | 5 000 000            | 0         | 0,00%            |
| Conception et développement d'un site web                                     | 5 000 000            | 0         | 0,00%            |
| <b>Sous Total Investissement</b>  | <b>855 022 000</b>   | <b>0</b>  | <b>0,00%</b>     |

| Libellé   | Prévision Budgétaire | Exécution         | Taux d'exécution |
|---|----------------------|-------------------|------------------|
| Achat fournitures de bureau   | 17 500 001           | 12 499 999        | 71,43%           |
| Acquisition des sacs antistatiques  | 4 000 000            | 0                 | 0,00%            |
| Achat carburant et lubrifiants  | 6 000 000            | 3 000 000         | 50,00%           |
| Frais de mission à l'intérieur  | 5 000 000            | 0                 | 0,00%            |
| Achat de fournitures courantes des services hors fournitures de bureau                                      | 2 000 000            | 2 000 000         | 100,00%          |
| Indemnités des membres du comité et primes  | 35 000 000           | 30 475 000        | 87,07%           |
| Indemnités des membres du Secrétariat technique et primes   | 21 000 000           | 18 200 000        | 86,66%           |
| Indemnités des membres du Comité et secrétariat du projet d'élaboration de la politique                     | 23 175 000           | 23 175 000        | 100,00%          |
| Indemnités de session du comité de suivi de la mise en œuvre Projet PKI                                     | 3 000 000            | 0                 | 0,00%            |
| Indemnités de session du comité de suivi de la mise en œuvre de laboratoire de cyber sécurité               | 3 500 000            | 0                 | 0,00%            |
| Indemnités des membres de la commission de réhabilitation de la PKI   | 3 000 000            | 0                 | 0,00%            |
| Indemnités de session du comité interministériel de suivi de l'identification des infrastructures critiques | 14 000 000           | 0                 | 0,00%            |
| Formations, séminaires et colloques   | 203 688 000          | 9 743 780         | 4,78%            |
| <b>Sous Total Fonctionnement</b>  | <b>340 863 001</b>   | <b>99 093 779</b> | <b>29,07%</b>    |
| <b>Total</b>  | <b>1 195 885 001</b> | <b>99 093 779</b> | <b>8,29%</b>     |
| <b>Taux de dépassement du plafond autorisé par la Loi de Finances 2016 = 0,00%</b>                          |                      |                   |                  |

Le taux d'exécution des recettes est en valeur relative de **51,69%** contre **8,29%** en ce qui concerne les dépenses. Soit une faible mobilisation des recettes et une sous consommation du budget de 91,71% par rapport au plafond autorisé par la Loi de Finances fixé à **FCFA 1 000 000 000 (un milliard de FCFA)**.

## ACTIVITES REALISEES PAR LE FSE

Les dépenses effectuées ont permis :

- le lancement des appels d'offres ;
- la lutte contre les cyber-menaces ;
- la mise niveau du centre PKI ;
- l'examen et la validation des projets;
- le suivi et l'évaluation des projets ;
- l'organisation des séminaires sur le renforcement des capacités ;
- l'élaboration de la politique nationale de sécurité des réseaux et systèmes.